



Repères 2008

Introduction

Organigramme

- ① Petite enfance
 - ② Développement social et solidarité
 - ③ Personnes âgées
 - ④ Ressources humaines
 - ⑤ Administration Générale
 - ⑥ Finances
 - ⑦ Affaires techniques et programmes
- Représentation du Conseil d'Administration

INTRO

L'année 2008 a été marquée par les élections municipales au mois de mars. Elles ont été suivies par l'installation du nouveau conseil d'administration et par le renouvellement des instances paritaires.

Le Conseil d'Administration du CCAS de la Ville a adopté, lors de sa séance du 23 mai 2008, les "orientations politiques du CCAS" qui ont initiées l'élaboration des projets pour le mandat à venir. Ces orientations politiques ont constituées le socle de réflexions communes que le CCAS a partagées avec la municipalité, ses partenaires institutionnels et associatifs, et les agents du CCAS, pour élaborer **son plan d'actions 2009-2014**.

Ainsi est née la "**DEMARCHE PROJET**" du CCAS. Trois "Groupes projets" ont donc été constitués de manière partenariale, associant des élus de la municipalité et des grandes institutions, des associations et des personnes ressources :

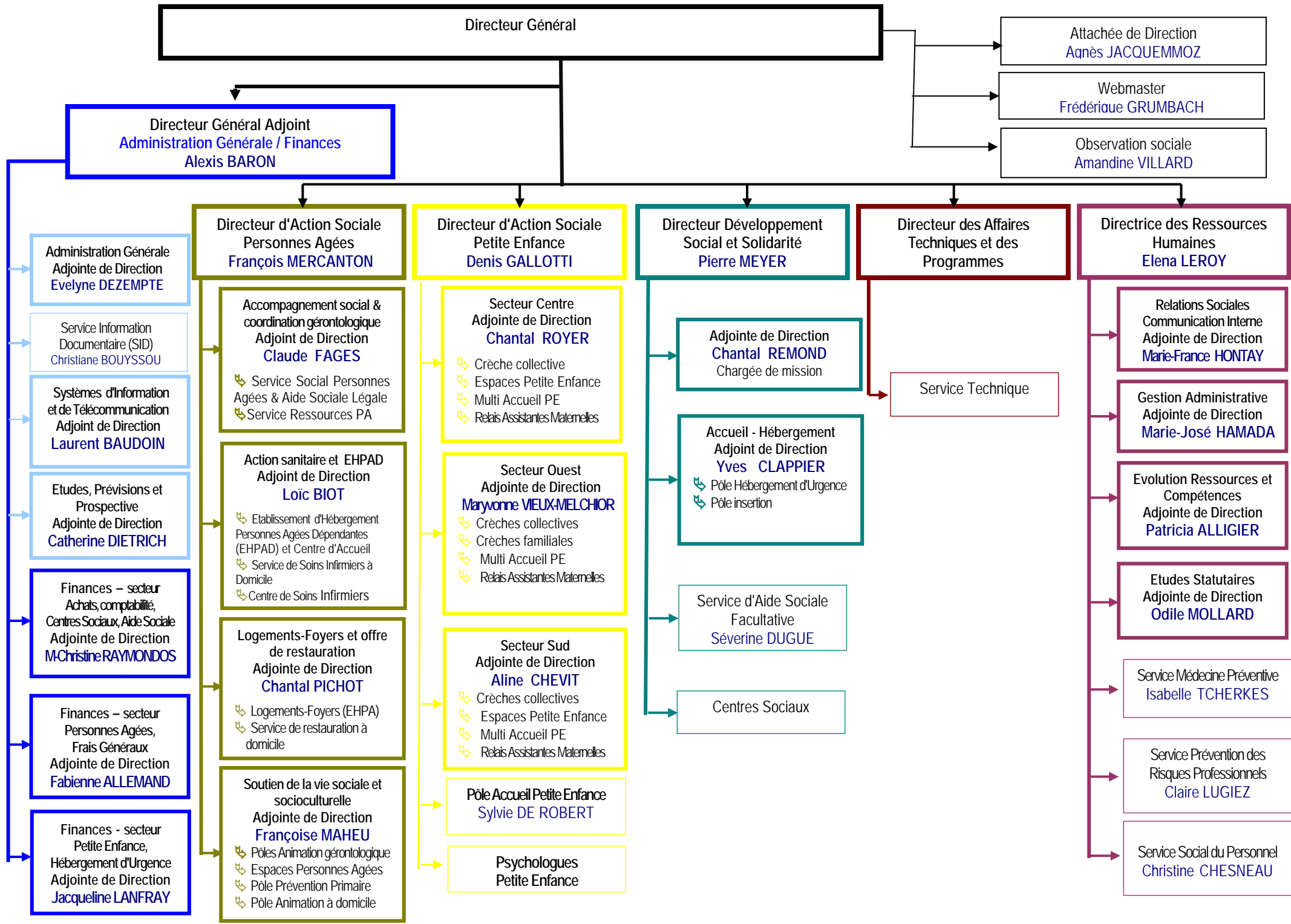
- le Développement social et la solidarité : piloté par Stéphane GEMMANI et Pierre MEYER
- les Personnes âgées : piloté par Florence HANFF et François MERCANTON
- la Petite enfance : piloté par Céline DESLATTES et Denis GALLOTTI

Chacun des Groupes Projet a travaillé jusqu'au mois de janvier 2009 sur des thématiques précises qui se dégagent de manière forte dans les "orientations politiques" en appuyant sur trois principes fondamentaux :

- **l'attachement à la mission historique des CCAS d'être aux côtés des plus fragiles**, dans un partenariat exigeant avec les collectivités publiques et les associations,
- **la promotion de la fraternité dans la Ville**, qui passe par la recherche d'une mixité tant sociale que générationnelle et culturelle dans nos politiques publiques
- **le respect des valeurs du service public** : universalité, égalité, continuité, adaptabilité, que nous valoriserons par la recherche de l'innovation sociale et la méthode de l'expérimentation, fidèles à la tradition grenobloise.

Faire du CCAS de Grenoble un outil partagé au service de l'action sociale et d'un développement urbain solidaire, voilà l'ambition de cette démarche projet qui doit guider les actions à venir.

2008 marque également le renforcement de notre démarche d'analyse des besoins sociaux, structurée désormais autour de l'observatoire social et urbain. Cette démarche constitue maintenant un outil essentiel d'aide à la décision et renforce l'expertise du CCAS. Analyse des besoins sociaux, évaluation des politiques publiques sont autant de défis que le CCAS de Grenoble se doit de relever pour le bon exercice de ses missions et la valorisation de ses actions.



Capacité d'accueil : 1215 places
30 établissements
3268 enfants accueillis

- 699 places en **accueil collectif régulier** (temps partiel ou complet),
- 260 places agréées en **accueil familial régulier** (temps partiel ou complet),
- 256 places agréées en **accueil occasionnel**.

4 Relais Assistantes Maternelles :
1954 places chez les assistantes maternelles indépendantes au 31/12/08 dont 1301 occupées à temps plein et 432 en périscolaires pour 660 Assistantes Maternelles.



1 Pôle Accueil Petite Enfance,

Lieu unique d'inscription en accueil régulier pour tous les établissements municipaux et d'information, de conseil sur l'ensemble des modes de gardes privé et public en coanimation avec la CAF et les Relais Assistantes Maternelles. Analyse de l'offre et de la demande

Contribution de la Ville de Grenoble au fonctionnement de 4 crèches à gestion parentale ou associative (capacité totale : 76 places) : 140 500 €

- aux frais de garde en urgence au domicile des parents qui font appel à l'association « Dépann'Familles ».

- à l'activité de 5 lieux d'accueil parents - enfants

01

Petite Enfance

Dépenses : 20 438 367 euros
47 % à la charge de la Ville de Grenoble

Au 31/12/2008 : **533 agents** dont 454 agents permanents (**422,5 ETP**)

TENDANCES

2008

L'année 2008 a été marquée par les bilans d'étape de trois projets importants :

La diffusion des résultats de l'enquête "familles et modes de garde" réalisée avec le concours de l'École d'Économie de Paris atteste que l'accueil des enfants favorise le maintien dans l'emploi et la reprise d'activité professionnelle des mères par rapport à celles dont les enfants ne bénéficient pas d'un mode de garde. L'enquête a été reconduite en 2008 afin de consolider ces premiers résultats. Elle a porté sur l'ensemble des enfants en âge d'être inscrit en 1^{ère} année de maternelle.

L'expérimentation réalisée sur "Parler bambin" avec le concours du docteur Michel Zorman, a permis de montrer que des activités langagières appropriées conduites de façon répétée auprès des enfants âgés de 18 mois à 3 ans en crèche favorisent l'acquisition plus importante de vocabulaire et d'expression verbale par rapport à des enfants non soumis à ce type d'activité. Les résultats très favorables de cette expérimentation réalisée pendant 6 mois auprès de deux cohortes d'enfants sont de nature à développer une action plus importante "d'interaction langagière" dans tous les équipements de la petite enfance de la ville.

La décision du conseil d'administration du CCAS de Grenoble de favoriser l'accès à la crèche en accueil régulier des enfants dont les parents sont en dessous du seuil de bas revenus, perçoivent les minimas sociaux ou sont orientés par les services sociaux, impacte progressivement le fonctionnement des équipements Petite Enfance. Ce public prioritaire, pour un accès en crèche, représente en 2008, près de 30 % des attributions en crèche, là où il était pratiquement absent il y a 4 ans.

Ce changement nécessite de la part des équipes de professionnels une attention particulière, des capacités d'adaptation avérées, et une réflexion approfondie sur les représentations. Les dispositifs de recherche / actions conduits pendant 3 ans sur le thème de la diversité sociale et culturelle et l'accueil des parents seront peu à peu étendus à l'ensemble des équipes afin de favoriser l'accueil de tous les publics en établissement d'accueil de la petite enfance.

A la suite de ces bilans et de la Démarche Projet, le Plan d'actions 2009/2014 prévoit de :

- Développer la coordination avec les services du Conseil Général via un protocole de collaboration.
- Conforter le Pôle Accueil Petite Enfance dans sa fonction d'orientation et d'analyse de l'offre et de la demande en s'appuyant autant sur l'activité des relais assistantes maternelles que sur les services de la cité de la CAF ainsi que sur l'ensemble des modes d'accueil public associatif et privé.
- Diffuser le protocole de formation et d'intervention du dispositif "Parlez Bambin"
- Intégrer les objectifs du "projet éducatif grenoblois", notamment en matière d'éveil du jeune enfant.
- Expérimenter des nouveaux modes de garde en s'appuyant sur les initiatives associatives.

Les projets d'établissement 2007-2011 reflètent ces préoccupations tout en les inscrivant dans une dynamique de quartier et ses particularités.

Travaux et réhabilitation

- ✓ Fin de la réhabilitation complète de la crèche Malherbe de 65 places.
- ✓ Poursuite des travaux de réfection des espaces extérieurs de la crèche Arlequin de 65 places.
- ✓ Réfection complète du jardin de la crèche Les Castors de 70 places.

- ✓ Poursuite des travaux de réfection du jardin de la crèche Saint-Bruno de 60 places.
- ✓ Début des travaux de réalisation de la crèche Bouchayer et de la crèche du Jardin de Ville.

Ouverture d'équipement

- ✓ Septembre 2008 : ouverture du nouvel établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) la Ribambelle, avenue Rhin et Danube, de 25 places intégrées à la Maison de l'Enfance Bachelard.

Reprise d'activité

- ✓ octobre 2008 : reprise de la halte-garderie Kléber de 15 places précédemment gérée par la CAF de Grenoble.

A l'étude

- ✓ Un équipement Petite Enfance de 70 à 80 places sur le site T2A, rue de New York.
- ✓ Une réserve foncière sur le site de Bonne pour relocaliser la halte Kleber.
- ✓ Travaux de réfection lourds sur les équipements La Chrysalide et Vieux Temple.

COUT DE FONCTIONNEMENT DES EAJE ET TAUX D'OCCUPATION

Accueil	Equipements	Nbre de places agréés	Total Dépenses 2008	Variation Dépenses 2008/2007	Variation Heures Facturées 2008/2007	Coût Horaire Facturé 2008	Taux d'occupation 2008	Variation 208/2007
C. Collective	Anatole France	60	950 665	-2,8%	-6,6%	7,75	71,77%	-9,54%
C. Collective	La Goëlette	30	499 325	-6,7%	7,4%	8,03	85,53%	5,36%
C. Collective	La Voie Lactée	30	555 871	1,2%	1,3%	8,61	85,31%	4,99%
C. Collective	Les Genêts	25	416 716	-1,7%	-2,4%	8,02	90,62%	4,21%
C. Collective	Malherbe	65	1 066 974	2,5%	-10,4%	9,44	65,56%	-8,25%
C. Collective	Saint Bruno	60	979 227	-0,7%	-3,3%	7,70	77,79%	-1,25%
			4 468 778	-1,0%	-3,9%	8,25		
C. Familiale	Anatole France	60	813 224	-1,8%	-13,6%	10,49	47,10%	-7,75%
			813 224	-1,8%	-13,6%	10,49		
EPE Collectif	Armand	30	533 005	-2,4%	-2,9%	9,93	78,17%	-14,09%
EPE Collectif	Elisée Chatin	40	640 682	-3,8%	-2,9%	8,53	79,77%	-0,88%
EPE Collectif	Ilot Marmots	40	687 074	-0,3%	-5,6%	9,72	64,04%	-5,58%
EPE Collectif	La Chrysalide	60	1 073 453	7,5%	-5,6%	9,35	69,34%	-4,74%
EPE Collectif	Les Frenes	35	616 435	4,0%	-5,0%	9,78	76,95%	-4,23%
EPE Collectif	Marie Curie	69	1 053 197	2,8%	0,4%	7,99	68,87%	-2,39%
EPE Collectif	Vieux Temple	73	962 792	2,0%	-4,6%	7,86	64,32%	-5,99%
EPE Collectif	Villeneuve	65	1 079 962	-1,7%	-3,8%	8,94	74,26%	0,63%
EPE Collectif	Bizanet	30	502 035	0	0	10,43	74,52%	-4,93%
			7 148 635	9,0%	2,5%	8,93		
EPE Familiale	La Bruyère	60	1 172 232	-3,1%	-0,8%	9,78	72,09%	-5,19%
EPE Familiale	Les Castors	70	1 360 722	-0,6%	-11,7%	10,40	75,21%	-13,21%
EPE Familiale	O 3 Pom	60	1 098 734	1,4%	5,6%	9,06	78,24%	2,24%
EPE Familiale	Saint Bruno	60	872 163	-0,2%	-3,6%	9,22	64,31%	-6,31%
			4 503 851	-0,7%	-3,2%	9,65		
MAPE	Abbaye	20	299 513	-7,2%	-13,0%	9,40	79,45%	-12,40%
MAPE	André Abry	18	269 411	3,1%	-2,0%	8,92	85,10%	-1,15%
MAPE	Chapi Chapo	30	352 113	-13,9%	-16,2%	8,50	74,61%	-10,77%
MAPE	Eaux Claires	20	278 085	4,3%	-12,7%	9,17	75,68%	-10,31%
MAPE	Mille Pattes	20	363 795	0,9%	-0,1%	9,84	91,93%	4,19%
MAPE	Mozart	18	340 137	0,1%	9,2%	8,95	97,53%	8,23%
MAPE	Mutualité	20	280 773	-4,7%	-5,9%	9,13	72,64%	-3,71%
MAPE	Poste	15	230 633	-6,2%	-9,6%	10,38	74,34%	-16,28%
MAPE	Ribambelle	21,6	293 657	4,0%	0,2%	8,21	77,65%	-12,38%
MAPE	Vieux Temple	0	0	-100,0%	-100,0%		35,03%	35,03%
MAPE	Kléber	1,2	13 172	0,0%	0,0%	19,34		
			2 721 289	-11,3%	-14,4%	9,12		
		1205,8	19 655 777	0,8%	-3,5%	9,00	72,34%	-4,54%

//

Le nombre d'heures facturées en 2008 a diminué de 3.5 % par rapport à 2007.



Le nombre d'heures facturées en 2008 a diminué de 3.5 % par rapport à 2007, plusieurs raisons :

- la possibilité donnée aux parents de contractualiser sur 40 – 44 ou 46 semaines 8h ou 10h par jour (en 2007 un seul type de contrat 46 semaines à 10h par jour)
- un nombre de jours d'ouvertures sur l'année légèrement inférieur.

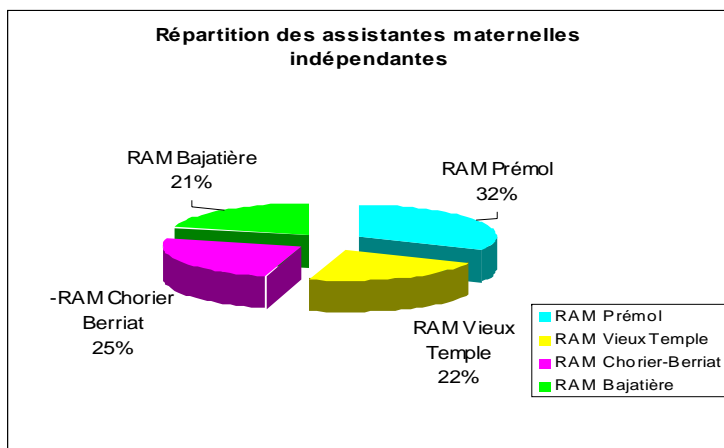
Le taux d'occupation est affecté par trois éléments :

- l'absence de candidates assistantes maternelles en accueil familial.
- la difficulté de compléter les accueils à temps partiels (notamment chez les "Asmats").
- des amplitudes horaires de 12h d'ouverture avec une faible fréquentation des enfants entre 7h et 8h30, 18h et 19h et le mercredi suite au changement des rythmes scolaires sur 4 jours/semaine.
- l'impact des travaux de Malherbe.

Quels objectifs pour 2009/2010 ?

- une augmentation des taux d'occupation facturé à 75 % en mettant en place des possibilités d'accueil occasionnel et de périscolaire dans tous les établissements d'accueil , y compris chez les Assistantes maternelles.
- la mise en place d'agrément modulés en fonction des heures de la journée.
- la modification des modalités contractuelles avec les parents par un calcul de la fréquentation sur 46 semaines par an.
- une maîtrise des coûts de fonctionnement inférieur à 1 %.
- la recherche de financements complémentaires notamment pour palier la diminution progressive du contrat enfance jeunesse à partir de 2010.

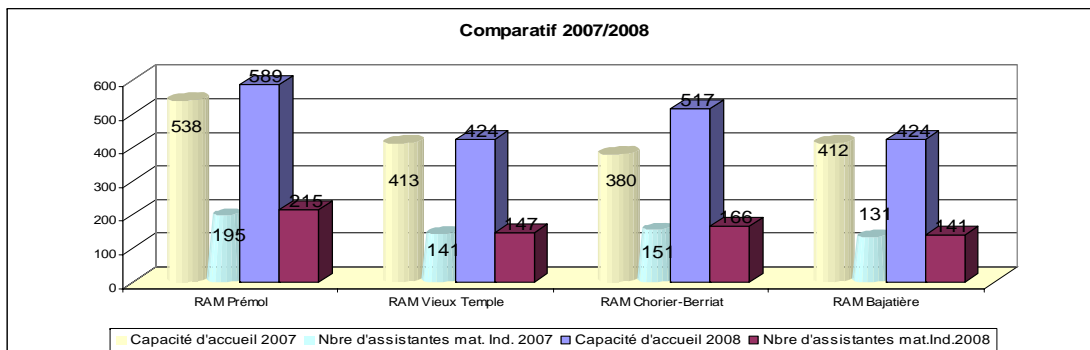
LES RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES



“
- le nombre d'assistantes maternelles du secteur du RAM Prémol est près de 45% supérieur à celui des autres Relais de la Ville ainsi que l'offre de places.

- l'activité des relais a globalement augmenté en 2008. Le nombre d'assistantes maternelles en activité est légèrement supérieur.

	Capacité d'accueil totale au 31/12/08	Nombre de places d'accueil occupées au 31/12/2008 en TC	Nbr places occupées en périscolaire	Nombre total de places occupées	Nbr de places d'accueil en TC disponibles au 31/12/2008	Nbr places d'accueil disponibles en périscolaire	Nombre total de places disponibles	Nombre d'ass.mat agréées et en activité au 31/12/2008
RAM Prémol	589	347	118	465	88	36	124	215
RAM Vieux Temple	424	336	86	422	2	2	4	147
RAM C.-Berriat	517	387	117	504	6	4	10	157
RAM Bajatière	424	231	111	342	63	19	82	141
TOTAL ACCUEIL ASS. MAT. INDEPENDANTES	1954	1301	432	1733	159	61	220	660



Les 4 relais de la Ville participent chaque semaine à tour de rôle aux informations collectives à destination des parents en recherche d'un mode de garde, organisées par le Pôle Accueil Petite Enfance.
Cette coanimation CAF-Pôle-Relais est tout à fait fructueuse et permet aux parents de repérer leurs interlocuteurs en fonction des modes de garde choisis.

LE POLE ACCUEIL PETITE ENFANCE

ACTIVITE DU POLE ANALYSE 2008

- **2 849** rendez-vous
- **1 543** inscriptions
- **5 375** appels téléphoniques
- **1 876** courriers

Des informations collectives sont organisées **3 lundis par mois** en partenariat avec les RAM et la CAF :

- **35** séances
- **665** familles (soit 927 personnes)

ATTRIBUTION DES PLACES

- **732** attributions (585 ETP) pour 1 129 proposition

REPARTITION SELON LES CRITERES

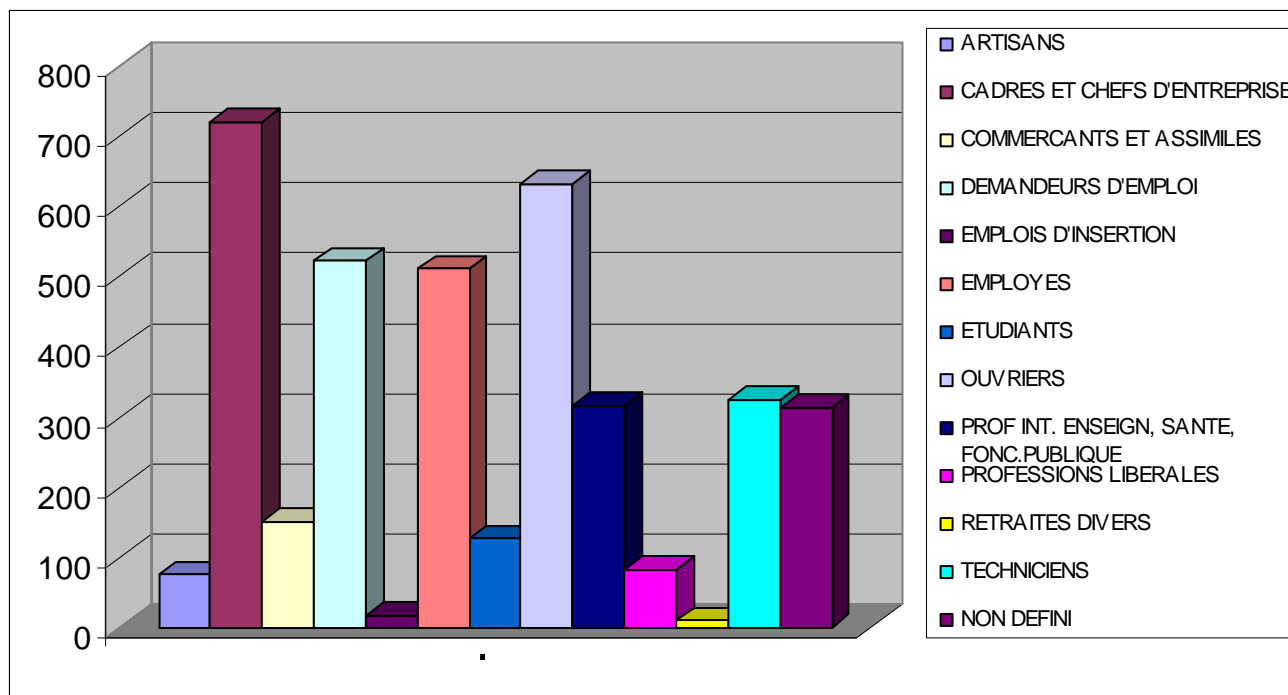
Priorité 1	Bas revenus	212	39 %
	Handicap / Maladie Chronique	40	
	PMI / Service Social	20	
	Autre	13	
Priorité 2	Fratries	24	7 %
	Paire de jumeaux	14	
Ancienneté			52 %

//

Renouvellement des places
d'accueil en équipements Petite
Enfance en 2008 : 62 %

Admissions sur le critère
"revenus inférieurs à 10 000 €/
an : 29 %

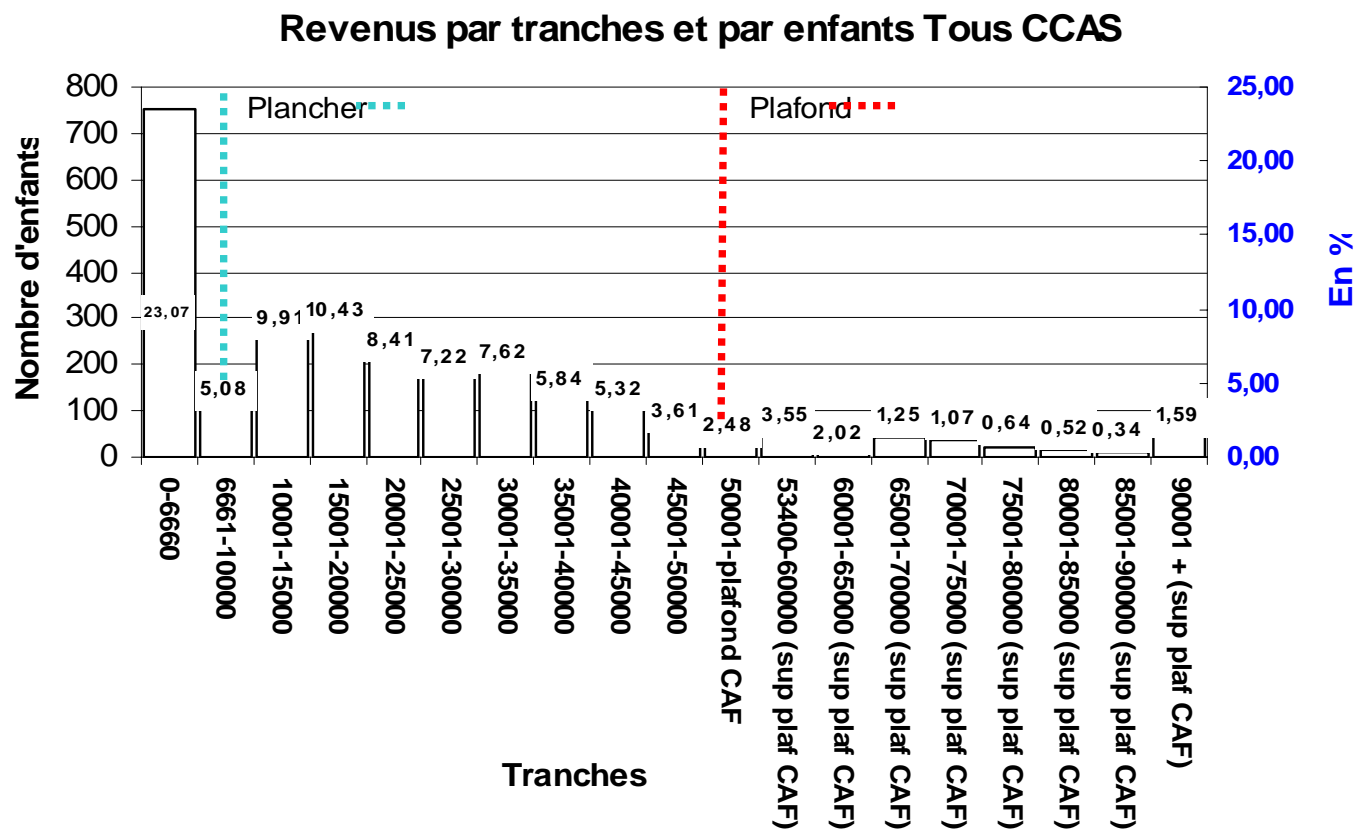
CSP DES USAGERS DES ETABLISSEMENTS PETITE ENFANCE



“
 Les cadres continuent à être fortement représentés mais la présence accrue des parents demandeurs d'emplois, étudiants, ouvriers qualifiés, rééquilibre l'ensemble. Ce rééquilibrage entre les professions est accentué par la configuration du graphique qui ne fait plus la distinction des populations entre Accueil Occasionnel et Accueil Régulier.

Par ailleurs, s'agissant des CSP 1^{er} Responsable familial, les monoparentalités (essentiellement féminines) sont intégrées dans cette représentation.

REPARTITION DES ACCUEILS SELON LES REVENUS DES FAMILLES



//

Le critère de priorité d'accès en crèche, pour les enfants dont le revenu des parents est égal à zéro pour la CAF (ménages en minima sociaux, etc.) joue visiblement son rôle, autant en Accueil régulier qu'en Accueil occasionnel.

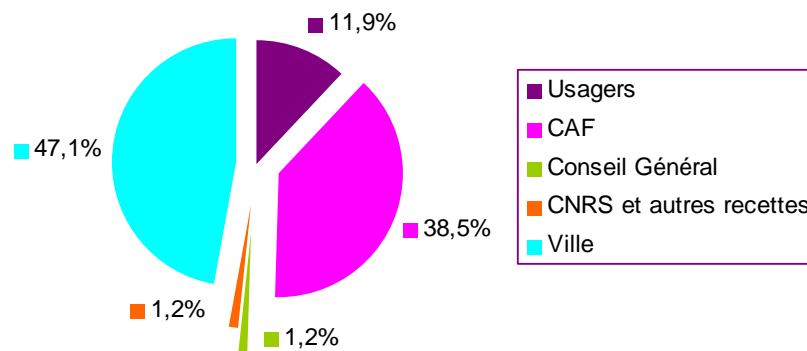
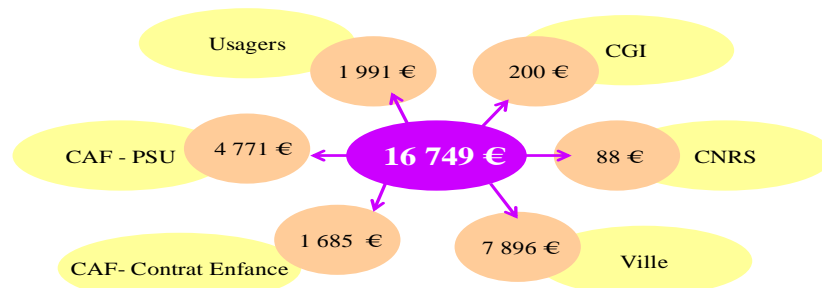
Ce graphique permet de repérer le nombre d'enfants accueillis selon le revenu des parents de 0 à 90 000 €. Néanmoins, la tranche de 6 600 à 10 000 € continue à être sous représentée alors que cette population a des revenus en dessous du seuil de bas revenus.

Ce graphique montre également un rééquilibrage de l'accès en crèche pour les ménages aux revenus modestes et moyens, sans pour autant exclure les ménages aux revenus supérieurs.

EVOLUTION DES COÛTS ET DE LA RÉPARTITION DE LEUR PRISE EN CHARGE

COUT MOYEN PAR PLACE ET PAR AN

En 2008 : **16 749 €***



//

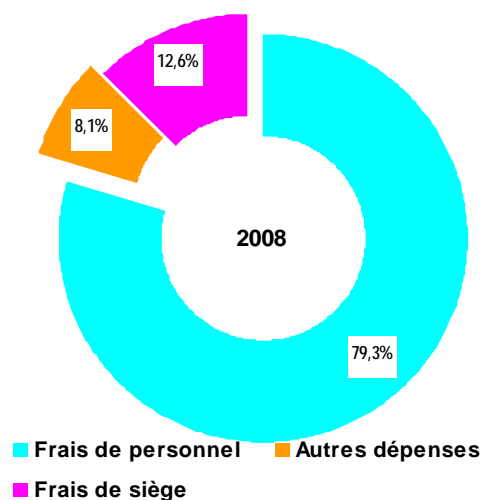
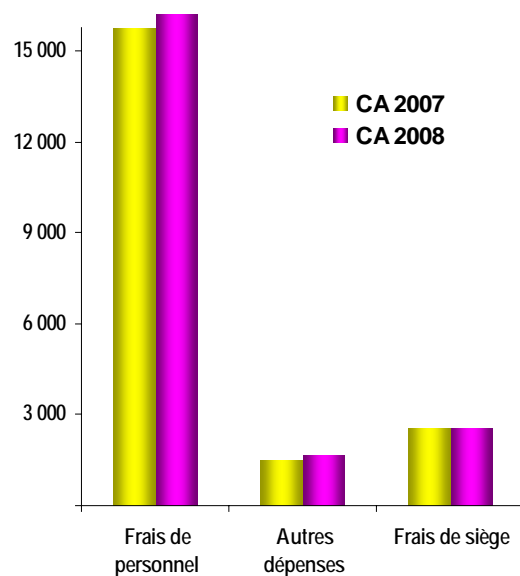
Coût moyen par place agréée :
 16 749 € dont 7 896 € à la charge de la Ville, soit 47,1 %
 - Taux d'occupation (par rapport aux heures facturées) : 72,34 %
 - Taux d'occupation (par rapport aux heures réalisées) : 65,58 %
 - Prix de revient moyen budgétaire d'une heure d'accueil : 9 € (seuil d'exclusion CAF 12,30 €)
 - Prix de revient horaire budgétaire moyen sur 421 établissements étudiées par la CAF : 8,6 €
 - Prix de revient moyen réel d'une heure de crèche : 9,96 €

* le coût moyen par place et par an a été calculé cette année par rapport au nombre de places agréées. (Pour mémoire, le coût en 2007 était de 18 616 €) Précédemment ce coût était calculé en tenant compte du taux d'occupation de ces places, ce qui majorait le coût. Ce calcul du coût est plus satisfaisant (non perturbé par les fluctuations du taux d'occupation annuel) et permet des comparaisons.

SYNTHESE DES ELEMENTS FINANCIERS 2008

ÉVOLUTION DES DEPENSES

COMPTABILITE ANALYTIQUE (en milliers d'€uros)				
	CA 2007	CA 2008	ECARTS	
Frais de personnel	15 754	16 212	458	+ 2,9%
Autres dépenses	1 505	1 651	146	+ 9,7%
Frais de siège	2 557	2 575	18	+ 0,7%
TOTAL DEPENSES	19 816	20 438	622	3,1%



Commentaires

1/ L'augmentation de 2,9% des frais de personnel. 3 raisons principales :

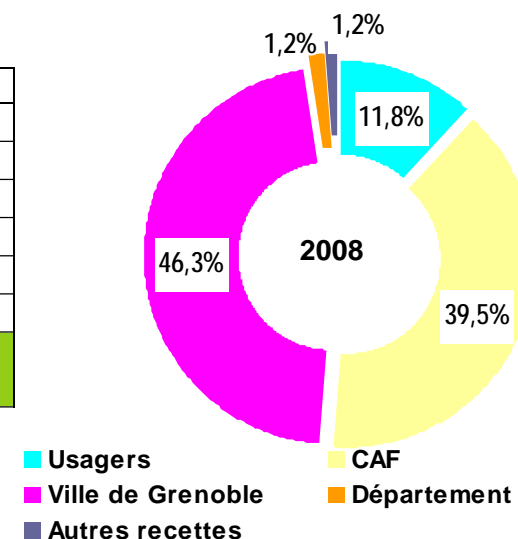
- le transfert des postes de psychologues de la rubrique frais de siège à frais de personnel.
- l'activité du pôle accueil petite enfance
- 1,12% est du à une augmentation du périmètre d'activité.

2/ Autres dépenses : + 9,7%

- Location de structures modulaires pour travaux à Malherbe.
- Intervention de la cuisine centrale.
- Une forte évolution des dotations aux amortissements, aux constructions nouvelles (Armand, Elisée Chatin, Marie-Curie, etc.) et fortes réhabilitations.

ÉVOLUTION DES RECETTES

COMPTABILITE ANALYTIQUE (en milliers d'€uros)				
	CA 2007	CA 2008	ECARTS	
Usagers	2 683	2 402	-281	-10.5%
CAF	7 451	8 071	620	+8.3%
Ville de Grenoble	9 247	9 464	217	+2.3%
Département	250	253	3	+1.2%
Autres recettes	185	249	-64	+34.7%
TOTAL RECETTES	19 816	20 438	622	3.1%



Evolution des recettes de fonctionnement Petite Enfance entre 2007 et 2008 :

1/ Usagers :

- Impact du règlement intérieur en année pleine sur 2008 (contrats diversifiés de 40,44 et 46 semaines/an).
- Diminution du nombre d'heures facturées aux usagers (-3,5%)
- Détérioration des niveaux de ressources des familles et priorité d'accueil donnée aux familles en difficultés.

2/ CAF :

- Évolution des taux de prestation de service unique entre 2007 et 2008
- Accueil collectif 3,76€ -> 3,88€ (+3,2%) – Accueil familial 3,29 € -> 3,38 € (+2,7%)
- Compensation partielle de la perte de recettes usagers liée à l'appauvrissement des familles.
- En revanche, évolution limitée par la baisse de fréquentation des équipements (-3,5%) en lien avec le nouveau règlement intérieur pour l'accueil régulier. Diminution importante de l'activité accueil occasionnel dans les MAPE (- 14,4%).

3/ Contrat Enfance : Evolution de la PSE 2007 par rapport à la PSE 2006 (+4,8%). Les dépenses des équipements (notamment en matière de frais de siège) ont fait l'objet d'un plafonnement de la CAF.

4/ RAM : Forfait recalculé au titre de 2008 : 18 706 € x 4 = 74 824 €. Les 4 RAM peuvent prétendre à un forfait maximal compte tenu du passage à 100 % de la responsable du 4^{ème} RAM.

5/ Autres recettes : Forte augmentation des produits de gestion (recette affectée par répartition analytique). Ces produits passent de 78 459 € en 2007 à 140 256 € en 2008. Cela correspond à des meilleurs remboursements auprès de l'assureur SMACL au titre des accidents de travail pour l'ensemble du CCAS.

02

Développement Social et Solidarité

Dépenses 11 803 000 euros

45,8 % à la charge de la
Ville

Au 31/12/2008 :
216 agents dont 116 agents
permanents,
41 non permanents et
9 emplois aidés.



1 service d'Aide Sociale
Facultative

11 Centres Sociaux

1 Secteur Accueil
Hébergement Insertion

Structures permanentes du Pôle d'Hébergement d'Urgence

Le Centre d'Accueil Municipal 55 places sur site
et extension hôtelière Centre d'Accueil Municipal/Hôtel

Le Pôle Accueil Orientation (P.A.O.) et l'hébergement temporaire :
80 unités, soit 100 à 120 places

Structures hivernales

Edelweiss – cogéré par l'AREPI – Capacité 40 à 60 places

Structures et services pour l'Insertion

1 CHRS d'insertion "Henri Tarze" – Capacité : 47 places

1 Service d'Accompagnement Temporaire vers l'Insertion

1 CHRS de stabilisation La Boussole – Capacité : 20 places sur site.

TENDANCES 2008

ACCUEIL HEBERGEMENT

- Transfert de la VSDI et du "Passage" au secteur Associatif
- Premières orientations par la commission "DALO Hébergement"
- Evolution des publics sur l'ensemble du secteur : augmentation des jeunes et des retraités
- Pose de la 1^{ère} pierre de la Boussole
- Novembre 2008 : début des travaux du nouveau centre d'accueil municipal
- Nouvelles conventions distinctes avec la DDASS et le Conseil général pour le gestion du dispositif d'hébergement hôtelier

AIDE SOCIALE

- Extension des aides aux vacances aux petites vacances, exceptées celles de Noël
- Transfert de la Ville au CCAS du pilotage de "l'aide au logement des grenoblois habitant dans le parc privé". Le CREDOC est retenu pour l'évaluation de ce dispositif . Soutien financier par le Haut Commissariat aux Solidarités Actives dans le cadre de l'appel à projets "expérimentations sociales ". Mise en œuvre prévue en 2009 en partenariat avec la Caisse d'Allocations familiales de Grenoble et le Conseil Général de l'Isère.
- Premiers contacts avec le Crédit Municipal de Lyon et l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives pour la mise en œuvre du Micro Crédit Personnel à Grenoble.

CENTRES SOCIAUX

- Installation des coordonnateurs de secteurs et premières formalisations des projets sociaux de territoire
- Initialisation de la démarche de mutualisation centre social/antenne mairie sur les secteurs 3 et 6

Des actions nouvelles en 2008 :

- Lancement de la démarche de diagnostic social partagé par le centre social Chorier Berriat et l'association du centre social Chorier Berriat
- Formation au "théâtre-forum" en Inde par des habitants et des professionnels de la démarche participative du centre social de Teisseire
- Participation du centre social Vieux Temple à la création de "Pays 'âges", café inter générationnel à l'attention des personnes âgées issues de l'émigration
- Rencontre des femmes des quartiers à la Chaufferie à l'occasion de la femme, à l'initiative du planning familial avec les centres sociaux
- Accompagnement des personnes relogées du quartier mistral vers les autres quartiers de la ville
- Mieux réussir au collège par le centre social Bajatière
- Accès à la culture pour des habitants isolés au centre social abbaye. Exposition d'artistes.
- Transmission et parentalité : livre écrit par des parents du centre social de l'arlequin et Eugène Ebode, écrivain.

AIDE SOCIALE FACULTATIVE

LES AIDES DE LA COMMISSION PERMANENTE

AIDES PONCTUELLES ET MENSUELLES	2004	2005	2006	2007	2008
nombre ménages demandeurs	2 210	2 495	2 238	2 197	1 899
nombre ménages aidés	1 965	2 320	1 951	1 912	1 709
nombre d'études de dossiers	2 518	2 655	2 621	2 331	2 282
total accordé	334 537 €	449 917 €	431 512 €	419 388 €	386 126 €
montant moyen accordé / ménage	170 €	194 €	221 €	219 €	226 €

Aides mensuelles non prises en compte dans Repères 2004 pour les bons de transport, AGIS et activités d'insertion

Répartition du montant des aides - %					
%	2004	2005	2006	2007	2008
Alimentation	35	31	37	46	58
Logement	31	40	38	28	17
Transport - Insertion	16	13	10	9	8
Autres	18	16	15	17	17
TOTAL	100	100	100	100	100

- Le montant accordé par ménage augmente.

- La diminution du nombre de ménages aidés s'atténue (1 373 ménages aidés en 2007 contre 1 308 en 2009) dès lors que l'on retranche le nombre de ménages bénéficiaires de titres de transport (539 en 2007, 401 en 2008).

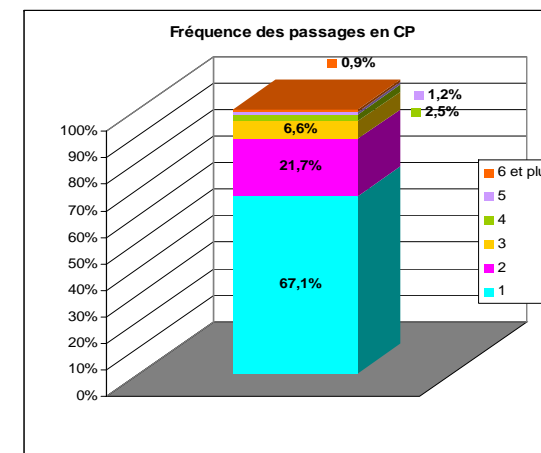
Cette tendance à la baisse est en partie liée à la diminution des aides sollicitées au titre du logement en raison de la montée en charge du FSL (Fonds départemental de solidarité Logement), notamment pour les charges courantes.

Les nouveaux demandeurs représentent 40% des ménages aidés en 2008 (soit 591 ménages).

Deux tiers des bénéficiaires n'ont bénéficié des aides la Commission Permanente qu'une seule fois en 2008.

//

On constate une hausse des aides alimentaires en proportion et en volume du fait de la hausse du forfait journalier d'aide alimentaire de 6 à 7 € par personne en 2008.



L'Aide aux Vacances

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre d'enfants	2 645	2 762	2 537	2 456	2 649	3112
Journées - enfants	44 809	43 266	37 401	35 886	38 687	45 490
Familles	1 722	1 813	1 704	1 615	1 732	2 054
Dépenses engagées	335 450 €	368 814 €	336 472 €	298 784 €	311 084 €	363 800 €
Aide moyenne/journée	7,49 €	8,52 €	9 €	8,33 €	8,04 €	7,99 €

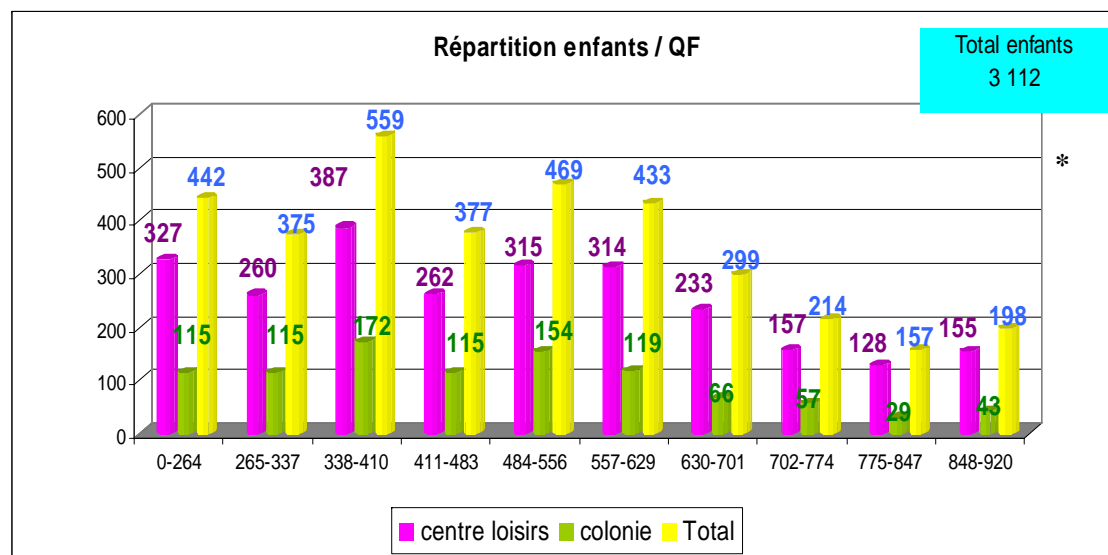
Suite à l'extension de l'aide aux vacances aux périodes de vacances scolaires de printemps et automne en 2007, les familles grenobloises ont pu en 2008 en bénéficier également pour les congés de février, ce qui a permis de retrouver un nombre de journées aidées équivalent à 2003 et 2004 et de concerner un nombre plus important de familles.

//

L'aide s'adresse aux familles à revenus modestes:

. 55 % des sommes ont été versées au profit des ménages dont le quotient est inférieur à 411 €

. 12 % du montant total ont été versés pour les quotients au-dessus de 630 €



* des enfants ont bénéficié à la fois des séjours et des journées en centre de loisirs

Les aides du CCAS bénéficient aux quotients familiaux les plus bas notamment en ce qui concerne les centres de loisirs, ce qui n'est pas le cas pour les séjours

ACTIVITÉ DES CENTRES SOCIAUX

L'année 2008 a été marquée par le mouvement de plusieurs directeurs de centres sociaux en raison de la nomination des coordonateurs de secteurs. La constitution de ces équipes de secteurs est ainsi devenue opérationnelle et elles se sont engagées dans l'élaboration des projets sociaux de secteur.

Ces mouvements n'ont pas eu de répercussion sur la continuité de l'action des centres sociaux : 42 actions financées à hauteur de 351 804 euros.

Par ailleurs deux bilans d'activité ont été réalisés collectivement avec la Caisse d'Allocations Familiales de Grenoble :

- avec les Conseillères en Economie Sociale et Familiale pour les actions collectives familles,
- avec les directeurs de centres sociaux pour une évaluation à mi – parcours des contrats de projets des centres sociaux.

Enfin, 5 axes de travail transversaux ont été retenus : la santé, l'accès à la culture, les réseaux d'échanges de savoirs, l'accompagnement aux vacances des familles et les actions d'insertion sociolinguistiques.

//

"En 2008, ce sont 355 familles différentes, soit 1150 personnes qui ont bénéficié d'un accompagnement vers des sorties et des séjours par leur centre social et ses partenaires associatifs".



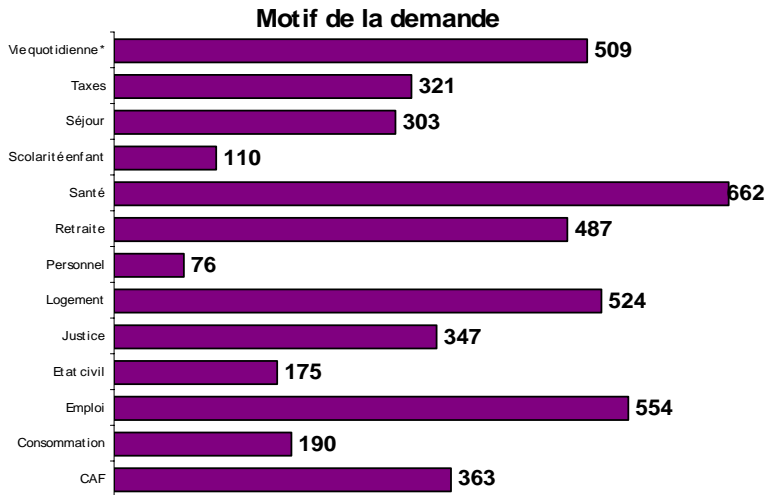
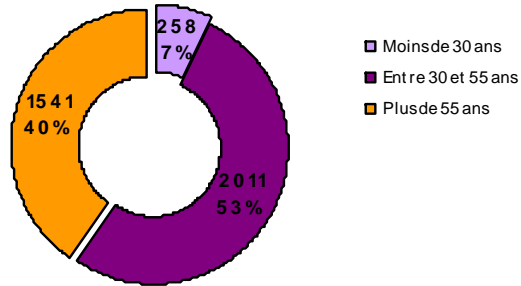
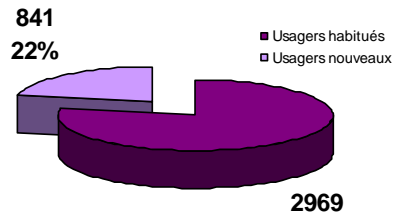
Vacances et sorties** familles

Evolution 2008/2007	Sorties Familles à la Journée 2007	Sorties Familles à la journée 2008	Séjours 2007	Séjours 2008
Nombre de sorties et séjours réalisés	30	32	9	10
Nombres de personnes	866	1019	300	359

Départs individuels *	
2007	2008
71	66 familles 220 personnes

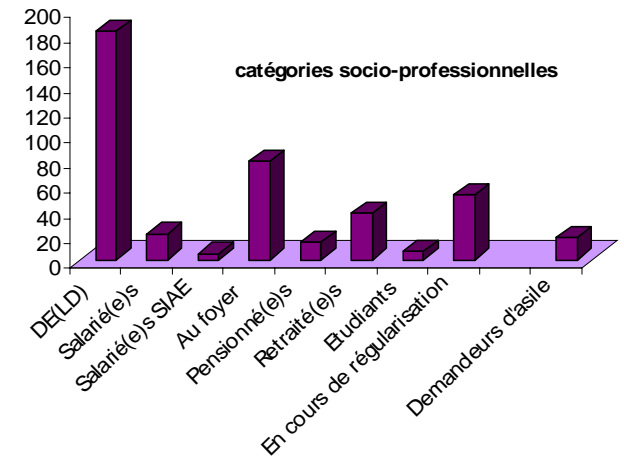
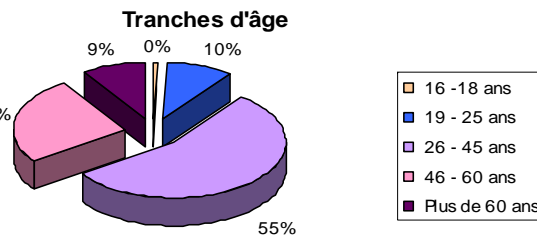
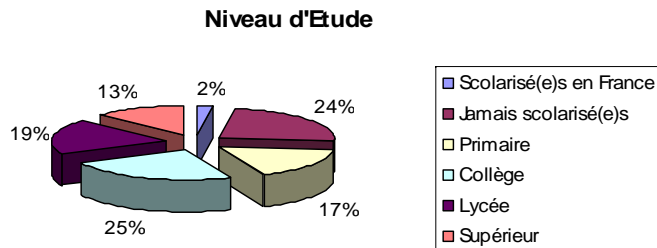
* En partenariat avec la CSF sur les secteurs 3/4/5

Permanences des Ecrivains publics sur la période 2007 à août 2008 :



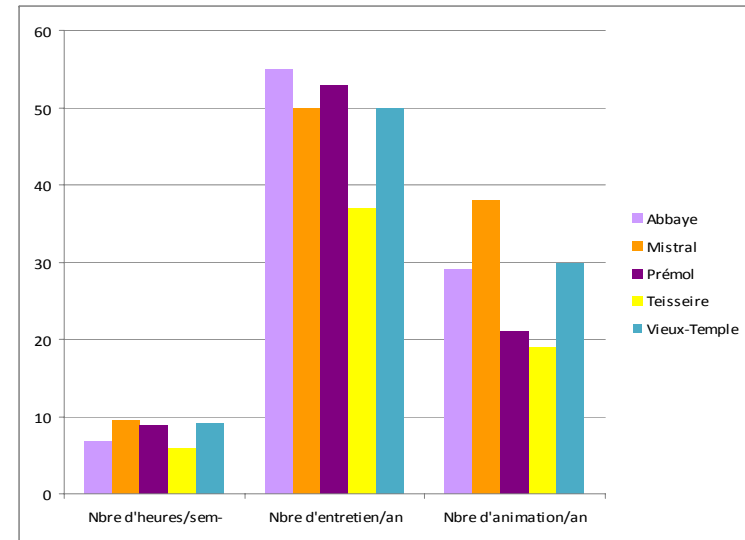
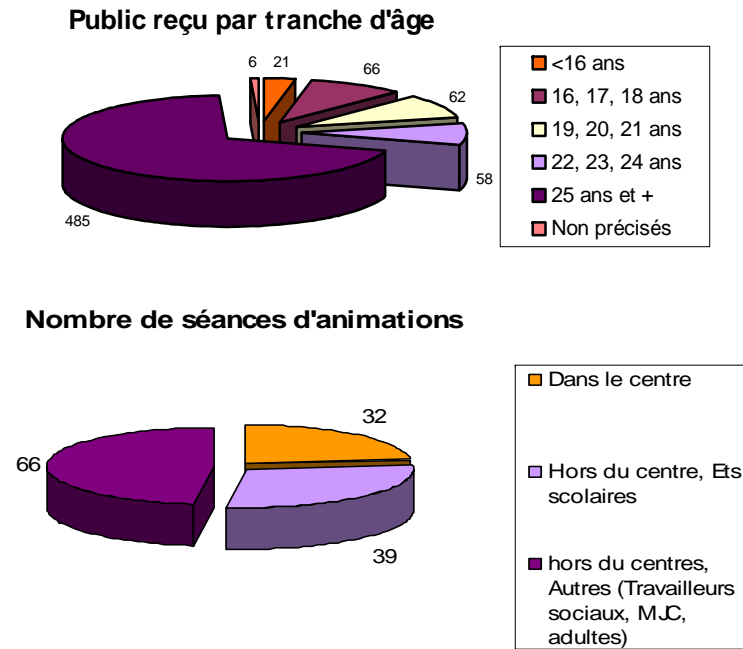
Près de 4000 personnes sollicitent les écrivains publics pour des demandes liées à leur vie quotidienne, à leurs démarches administratives, à leurs droits.

Permanences des Ecrivains publics dans le cadre des Actions Socio-linguistiques



5 écrivains publics interviennent sur chacun des secteurs de la ville. Ils contribuent par leur action à rapprocher ces populations du service public.

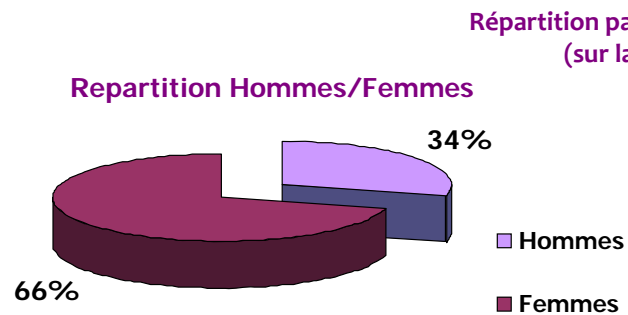
L'activité des Centres de planification : 698 personnes reçues (hors Mistral)



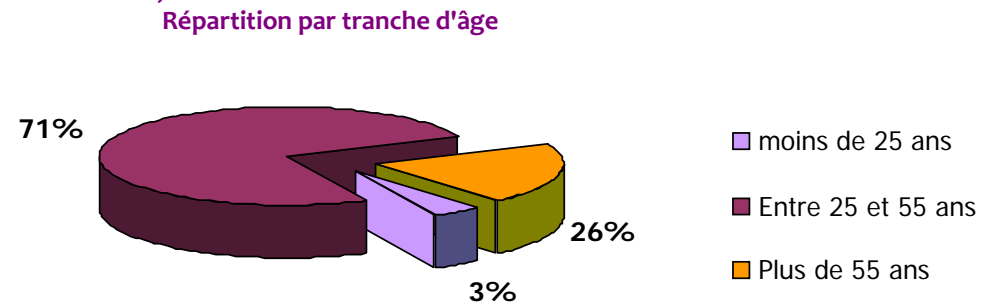
Les permanences juridiques

Les permanences juridiques sont dispensées par des avocats désignés chaque année par le tribunal.

- ↪ Période étudiée : septembre 2007 à août 2008
- ↪ Nombre moyen de personnes reçues par centre social sur la période : 67
- ↪ Nombre moyen de permanences assurées sur la période par centre social : 20



Répartition par type de demandes (sur la base des 11 centres sociaux)



ACCUEIL HEBERGEMENT INSERTION

Pole d'Accueil et d'Orientation – P.A.O.

Le P.A.O. est un service intégré au Pôle Hébergement Urgence du CCAS sous la responsabilité du directeur et de son adjoint.

- Cette année, ce sont 1300 personnes (1323 en 2007) qui ont fait une demande : 1163 demandes ont été instruites, 311 pour un accompagnement social et 852 pour un hébergement temporaire.
- L'hébergement temporaire géré par le P.A.O. (80 places fin 2008) est de plus en plus fragilisé. Le CCAS a demandé au Conseil Général de l'Isère et la DDASS de l'inscrire comme thème de réflexion dans les travaux 2009 du futur schéma départemental.

CPDO	2007	2008	Evolution 2007/2008
Nombre de demandes	1170	1163	- 0,6 %
Refus	891	770	- 15,7 %
Admis	279	393	+ 29 %
Nombre de demandes d'hébergement acceptées	292	169	- 42 %
Nombre de demandes de référent social acceptées	240	224	- 6 %

//

Les demandes d'hébergement temporaire (852) sont étudiées en CPDO (Commission Partenariale de Décision et d'Orientation) : 169 demandes acceptées en 2008.

Les demandes de référent social (311) sont étudiées en Commission Interinstitutionnelle: 224 demandes acceptées en 2008

Service d'Accompagnement Temporaire vers l'Insertion Sociale (S.A.T.I.S.)

- Le service a pour mission l'accompagnement social global des personnes de plus de 25 ans, isolées ou en couple, sans enfant à charge et sans référent social. Ces personnes sont orientées en Commission Inter Partenariale d'Orientation, qui a lieu tous les mercredis, avec des représentants du Conseil Général de l'Isère. Ces personnes sont sans hébergement stable et vivent dans des situations très précaires. Certaines sont hébergées au Centre d'Accueil Municipal.
- Le travail entrepris avec ces personnes vise dans un premier temps à recouvrer leurs droits (RMI, CMU...). Avec elles, un travail de recherche d'un hébergement le plus adapté est entrepris dans un deuxième temps. Enfin, un lien avec différents partenaires, une recherche d'insertion professionnelle est conduite.

Situation familiale		Sexe et âge			
		Age	Hommes	Femmes	Total
Célibataire	167				
Divorcé	52	18 - 24	1	3	4
Marié	19	25 - 34	79	11	90
Séparé	25	35 - 44	67	12	79
Vie maritale	11	45-54	57	3	60
Veuvage	6	55-64	30	3	33
TOTAL	280	65-99	12	2	14
		TOTAL	246	34	280

- **149** suivis antérieurs à l'année 2008
- **131** nouveaux suivis
Total de **280** personnes suivies
- Dont **159** bénéficiant du RMI

//

Le nombre de ménages en demande d'aide et de soutien augmente en 2008.

Mise en place d'une direction commune aux équipements TARZE et SATIS.

↪ Travail Inter partenarial

Il recouvre les champs de l'hébergement (ADOMA par exemple), ceux de l'insertion avec VIAE38, de l'accès aux soins, du quotidien en lien avec les associations caritatives, du logement (Grenoble Logement est souvent sollicité)...

Suite à l'arrivée de la nouvelle Conseillère en Economie Sociale et Familiale, à mi-temps au 1^{er} octobre 2008, une mission "animations collectives" a été mise en place. Après une prise de contact, des projets émergent :

- Prise en charge du petit déjeuner du SATIS (1 fois toutes les 3 semaines)
- Organisation d'un repas de Noël,
- Deux sorties culturelles au musée de peinture et d'histoire naturelle.

L'activité CMU/AMER a été prise en charge par une secrétaire d'accueil afin de soulager les travailleurs sociaux. Elle écoute, explique, rassure et réduit les blocages administratifs.

Hébergement au Centre d'Accueil Municipal (C.A.M.)

Population accueillie au CAM

	2007	2008	Evolution 2008/2007
Hommes	962	976	+ 1,43 %
Femmes	394	396	+ 0,50 %
Enfants	201	210	+ 4,30 %
TOTAL	1557	1582	+ 1,58 %

Répartition de la population selon l'âge

Personnes	2007	2008
Moins de 3 ans	36	72
3 à < 17 ans	165	138
18 à 25 ans	288	338
26 à 40 ans	583	641
41 à 65 ans	381	365
> 65 ans	35	27
Sans information	6	0
Total	1494	1582

Le CAM accueille 24 H/24 H toute personne majeure en situation de détresse morale. Depuis la Loi DALO et le PARSA, chaque ménage doit pouvoir bénéficier d'une offre d'hébergement ou de logement adapté, selon le principe de "non abandon" des publics.

Il héberge des personnes isolées en chambres collectives de 4 lits, et les couples et familles en chambres situées dans une aile distincte du bâtiment.

Le dispositif CAM Hôtel héberge au sein d'un réseau hôtelier principalement des ménages issus de situations administratives complexes ou temporairement (2 à 3 mois) des ménages en urgence, issus du département.

Caractéristiques de l'année écoulée

- Observation d'une forte progression des jeunes de 18 à 25 ans (+18%)
- 50% des ménages sont sans ressources
- 53% des ménages sont issus de la Demande d'Asile
- Importance des ménages ayant des problèmes psychologiques : reprise des négociations avec le Centre Hospitalier Psychiatrique et le Pôle Psychiatrique Précarité
- Accroissement important des problèmes de santé

//

Durant l'année 2008, l'accent s'est porté sur le travail partenarial avec les architectes dans l'optique de la construction du futur centre d'hébergement d'urgence.

La moyenne du séjour par ménage au Centre d'Accueil Municipal est de 9 nuits (mini 1 nuit, maxi 3 mois)

La Boussole

		2005	2006	2007	2008
AGE	< 50 ans	14	10	5	8
	Entre 50 et 60 ans	16	10	16	17
	> 60 ans	4	3	2	0
	> 70 ans	1	3	5	7
RESSOURCES	Sans	2	2	1	1
	RMI	12	9	13	17
	AAH/pension invalidité	11	9	8	6
	Assedic	4	2	1	2
	Anciens combattants/retraite	5	4	5	6
SORTIES	Inconnu	0	0	0	4
	Retour à la rue	7	7	3	4
	Caravane	0	0	1	1
	CHRS	3	0	0	1
	Foyer/maison relais	5	3	3	2
	Logement autonome	1	1	1	0
	Décès	3	3	1	2
	Retour au pays	1	0	0	0
REPRISE D'ACTIVITE	Salariée	1	0	0	0
	Bénévole	0	0	0	0

//

Pour 2008:

32 personnes différentes hébergées pour des séjours à la carte en tenant compte des difficultés et du parcours de chacun.

Au quotidien, La Boussole a continué le travail en lien avec les architectes pour le projet de sa reconstruction.



- La Boussole est CHRS de stabilisation de 20 places destinées à des hommes isolés de plus de 40 ans, qui cumulent un long passé d'errance.
- Les séjours proposés ont pour but de pratiquer de la "réanimation sociale" par un accompagnement personnalisé dans un lieu de vie collectif.
- Toutes les activités mises en place le sont afin que chaque résident puisse se servir de son expérience afin de valoriser en tant qu'individu.
- Une nouvelle Boussole verra le jour courant 2009.
- 7 résidents ont aujourd'hui plus de 70 ans. La charge de travail due à la perte d'autonomie ne cesse de s'accroître. Ce vieillissement pose la question de leur accueil en maison de retraite.

C.H.R.S. Henri Tarze

Le CHRS Henri Tarze dispose de **47** places destinées à accueillir une population hétérogène d'isolés (hommes et femmes) et de familles. Ce public est orienté par des commissions partenariales. En moyenne ces ménages restent un an et demi. Cette moyenne de séjour tend à s'allonger en raison des difficultés de relogement. Le CHRS Henri Tarze dispose aussi de 12 places dédiées à l'accueil temporaire. Comme les précédentes années une personne a été hébergée dans le cadre de l'accueil hivernal.

Pendant l'année 2008 l'accent a été mis sur les difficultés que rencontrent les hébergés en terme d'activités quotidiennes. En effet pour une partie de ceux-ci, l'accès à l'insertion professionnelle, voire à une activité salariée, est très aléatoire. Il faut alors chercher avec eux à "remplir" ces temps vides. Des activités socio-éducatives ont alors été mises en place régulièrement. Un séjour de quelques jours à Massacan, au bord de la mer, a permis à la vingtaine d'hébergés avec leurs enfants de se détendre, et de largement profiter de la mer et des installations de cet équipement.

Au cours de l'année 2007 quelques hospitalisations en Hôpital Spécialisé sont venues rappeler à certains hébergés leur souffrance et la nécessité d'un traitement adapté. Certaines de ces hospitalisations ont été possibles grâce au travail partenarial avec le CMP Bonnafé. Ainsi ces hospitalisations peuvent être mieux comprises par les personnes mais aussi l'ensemble des hébergés.

Suite au travail partenarial entrepris autour de la petite enfance, une convention de moyens a été signée avec la Maison de la Famille (CAF de Grenoble) permettant ainsi la présence régulière au Foyer de deux spécialistes de la petite enfance, et la possibilité pour ceux qui désirent, de rencontrer individuellement une psychologue à la Maison de la Famille.

	Nombre d'entrées		
	Adultes	Enfants	total
2005	26	13	39
2006	26	12	38
2007	19	4	23
2008	33	10	43

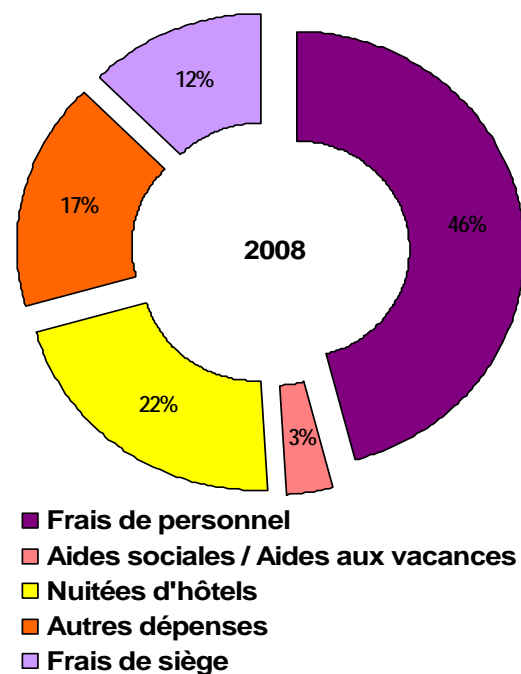
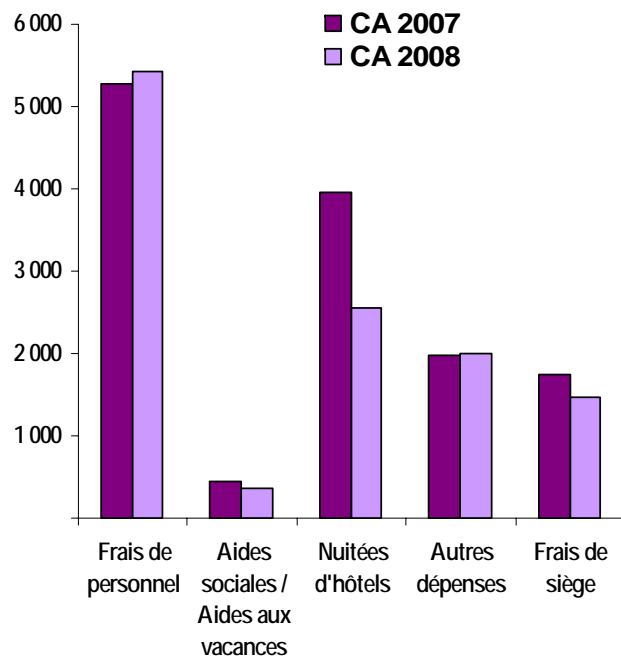


SYNTHESE DES ELEMENTS FINANCIERS 2008

Dépenses

DEVELOPPEMENT SOCIAL-SOLIDARITE	CA 2007	CA 2008	Ecart*	
Frais de personnel	5 283	5426	143	2,70%
Aides sociales / Aides aux vacances	437	364	-73	-16,60%
Nuitées d'hôtels	3954	2550	-1404	-35,50%
Autres dépenses	1979	1995	16	-0,80%
Frais de siège	1612	1468	-277	-15,90%
TOTAL DÉPENSES	13397	11803	-1595	-11,90%

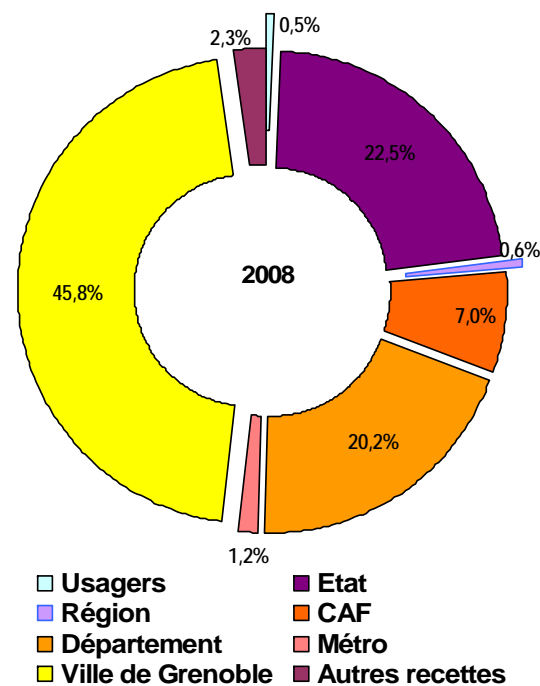
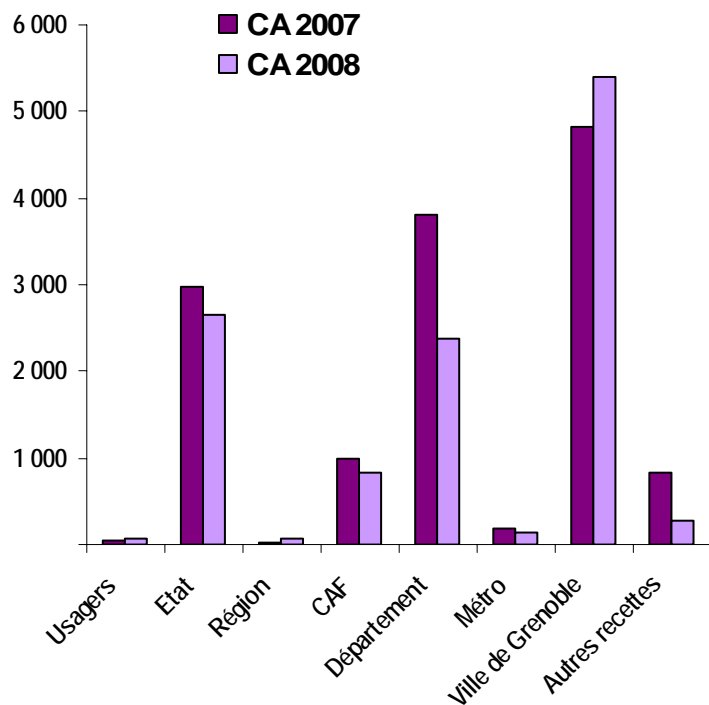
Les nuitées d'hôtel diminuant, les frais de siège ont logiquement baissé au sein de cette direction.



Recettes

MODE DE FINANCEMENT	CA 2007	CA 2008	Ecart *	
Usagers	55	60	5	9,10%
Etat	2988	2651	-337	-11,30%
Région	12	71	59	490,00%
CAF	995	821	-174	-17,50%
Département	3816	2381	-1435	-37,60%
Métro	183	142	-41	-22,40%
Ville de Grenoble	4813	5401	-588	12,20%
Autres recettes	820	277	-543	-66,20%
TOTAL RECETTES	13682	11803	-1879	-13,70%

* Ces écarts incluent les baisses de recettes liées à la baisse des nuitées d'hôtel (Département et Etat)



Lieux de vie collectifs
6 Logements-Foyers pour
Personnes Agées (356 places)
2 Logements-Foyers
EHPA/EHPAD (81+73 places)
2 Maisons de retraite EHPAD (109
places)

Soutien à domicile et à la vie
sociale
Service Ressources Personnes
Agées
Service Social Personnes Agées
et Aide Sociale Légale
Service de Soutien à la Vie
Socioculturelle
7 Espaces Personnes Agées
Service de Restauration à



Action sanitaire
Service de Soins Infirmiers à Domicile
(SSIAD)–249 places
Centre de Soins Infirmiers (CSI)
Centre d'accueil de jour (18 places)

03

Personnes Agées

Budget 25 384 000 €
25 % à la charge de la Ville de Grenoble

Au 31/12/2008 : 482 agents dont 345 agents
permanents, 104 agents non permanents, et
33 emplois aidés.

TENDANCES

SOUTIEN A DOMICILE

- **Service Social Personnes Âgées et d'Aide Sociale Légale**

Son impact croissant est aujourd'hui mieux cerné grâce à un nouveau logiciel : 6 416 ménages ont été suivis dont 2 077 au titre de l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie du Conseil Général, et 692 au titre du Plan d'Actions Personnalisé de la CRAM, garantissant ainsi l'accès à leurs droits sociaux et aux prestations dont ils ont besoin pour la qualité de leur maintien à domicile.

- **Service Ressources Personnes Âgées**

Sa compétence en matière d'observation gérontologique et donc de connaissance des problématiques s'est affirmée, permettant d'améliorer l'Analyse des Besoins Sociaux du CCAS et l'évaluation de l'action.

- Structuration d' **une action de soutien d'aide aux aidants familiaux**, sous forme de réunions d'information et d'échange.
- Pérennisation du dispositif **SOS Soutien à Domicile**, par mutualisation de moyens partenariaux pour garantir la continuité du soin et l'aide à la vie, et prévenir le risque Canicule.

- **Service de Restauration à Domicile**

Démarche de réorganisation des moyens de fonctionnement de ce service à la faveur de son installation dans les locaux de la nouvelle cuisine centrale de la Ville de Grenoble, réorganisation favorable à la qualité des processus d'allotissement et de la veille médico-sociale.

SOUTIEN A LA VIE SOCIALE ET SOCIOCULTURELLE

- Une dynamique de projet et de nouveaux partenariats se développent autour de **trois pôles d'animation gérontologiques de secteurs** (secteurs 1 et 2, secteur 3 et 6, secteurs 4 et 5),
- **Changement des modalités de tarification des activités proposées** par le Service de Soutien à la Vie Socioculturelle (inscriptions, paiements à l'année ou au cycle de séances, annulation, remboursement, barème de tarification unique pour toutes les activités),
- Amorçe d'**une étude Coûts/Avantages relative à l'activité Restauration en Espaces Personnes Âgées**, en vue de son redéploiement à l'échelle de la Ville.

“

En 2008, le CCAS a poursuivi l'adaptation de ses services et établissements pour une meilleure efficacité de l'action gérontologique grenobloise. Ses moyens partenariaux sont établis et coordonnés désormais non seulement autour de la personne, à l'échelle des secteurs de la Ville ou du territoire grenoblois, mais aussi à l'échelle de l'agglomération, au sein de la Coordination Autonomie de l'Agglomération Grenobloise, nouvelle instance administrée par le Conseil Général de l'Isère pour animer la mise en œuvre du Schéma départementale d'action gérontologique.

LIEUX DE VIE COLLECTIFS

- **Logements-Foyers (6 EHPA)**

- choix institutionnel de ne pas conventionner pour 6 LFPA, et passage à une tarification binaire (hébergement et soins courants)
- finalisation du projet de réhabilitation de l'EHPA Saint Laurent
- amorce d'une réflexion autour des logements-foyers, en tant qu'immeuble d'habitation à services partagés

- **Logement-Foyer Lucie Pellat (EHPAD)**

- livraison des travaux de création des nouveaux espaces collectifs (restauration et animation) et d'amélioration de l'accessibilité (notamment 40 salles de bain accessibles et un deuxième ascenseur)

- **EHPAD Les Delphinelles**

- renégociation de la convention tripartite, à titre conservatoire, autour d'un GMP et d'une charge en soins élevés
- accord partenarial, entre le CCAS, le Conseil Général de l'Isère et la DDASS, pour considérer la nécessaire évolution du projet institutionnel des Delphinelles et valider le principe de sa transformation en 3 projets distincts (deux au bénéfice des personnes âgées, un au bénéfice des personnes handicapées) avec 3 porteurs /gestionnaires distincts issus du champ de l'économie sociale et solidaire ; avec un lien fort en termes de relogement opérationnel avec l'ouverture de l'EHPAD Vigny-Musset

- **Projet Maison Bois d'Artas**

- finalisation du projet (EHPAD de 80 places, avec unité psychogériatrique et hébergement temporaire; un accueil de jour ; 16 appartements adaptés, 10 appartements classiques ; un Espace Convivi'Âge) avec programmation des travaux de l'été 2009 à l'automne 2011.
- dynamique de projet d'animation sociale autour du futur Espace Convivi'Âge (qui remplacera l'Espace Personnes Âgées Augereau), en lien avec les acteurs du quartier.

- **Projet EHPAD Vigny Musset** : 80 places en gestion UDMI, reprise du chantier et préparation de l'ouverture en 2009.

LIEUX DE VIE COLLECTIFS

NOMBRE DE JOURNÉES RÉALISÉES

	2007	2008	Ecart 2007/2008	% écart
Logements foyers (6 EHPA)	124 019	120 009	- 4010	-3.23%
EHPAD Lucie Pellat	25 409	25 237	- 172	-0.68%
EHPAD St Bruno	26 954	27 261	+ 307	+1.14%
EHPAD Narvik	16 346	16 109	- 237	- 1,4 %
EHPAD Les Delphinelles	18 248	22 466	+ 4 218	+23,1%

TAUX D'OCCUPATION

EHPA	2007		2008	
	F1 bis	F2	F1 bis	F2
Montesquieu	97.2%	93.5%	94.64%	98.09%
Les Alpains	96.9%	-	96.01%	-
St Laurent	93.6%	-	85.52%	-
Le Lac	99.3%	100%	94.10%	90.81%
Les Gentianes	97.8%	95.2%	95.19%	100%
Notre Dame	95.8%	100%	95.96%	100%
EHPAD				
St Bruno	100%	71.9%	100%	100%
Lucie Pellat	94.5%	90.4%	99.16%	90.77%
Narvik	98,8%	-	98.04 %	-
Les Delphinelles	93,1%	-	97.43%	-



Les 6 Logements-Foyers (EHPA) restent attractifs, avec des taux d'occupation qui sont élevés, malgré une légère baisse d'activité ressentie également au plan départemental. A noter que les LFPA sont de plus en plus sollicités pour l'accueil de personnes au parcours atypique ou de personnes souffrant de troubles psychiatriques.



Les travaux de l'**EHPAD Lucie Pellat** se sont terminés en juin 2008. L'établissement dispose désormais de 37 appartements avec salle de bains accessible, la salle à manger a été agrandie, un 2^{ème} ascenseur a été mis en place ainsi qu'une salle d'animation.

L'**EHPAD St Bruno** est toujours aussi attractif, taux d'occupation 100%, avec une mixité d'usages (accueil de personnes âgées valides et de personnes âgées dépendantes).

La baisse d'activités constatée sur l'**EHPAD Narvik** en 2008 est principalement due à la difficulté d'occuper la chambre temporaire dont la surface et la disposition ne permettent pas d'accueillir tout type de résident (pas de fauteuil roulant par exemple).

Suite à l'ouverture en juillet 2007 de l'Unité Teisseire des **Delphinelles**, 2008 aura été la 1^{ère} année de plein exercice, ce qui se traduit par une forte hausse du nombre de journées et une nette amélioration du taux d'occupation.

LES LOGEMENTS-FOYERS (EHPA)

Les GIR et le GMP au 31/12/08

Le GMP			
Établissements	2006	2007	2008
Montesquieu	170	201	172
Les Alpains	318	290	295
Le Lac	231	230	220
Les Gentianes	186	197	253
Notre Dame	150	161	209
St Laurent	307	258	231

Détail par GIR pour 2008				
Établissements	Gir 1-2	Gir 3-4	Gir 5-6	Total
Montesquieu	2	5	37	44
Les Alpains	4	18	44	66
Le Lac	4	12	52	52
Les Gentianes	3	14	37	37
Notre Dame	2	6	25	25
St Laurent	1	12	38	38
Total	16	67	233	316

//

Les GMP des LFPA sont tous en dessous de 300, avec moins de 10 % de personnes âgées en Gir 1 à 2, conformément aux normes de la tarification des EHPA.

Le LFPA Les Alpains et le LFPA Les Gentianes ont un GMP élevé par rapport aux autres LFPA. En général, les EHPA avec Soins courants ont en France un GMP inférieur à 200.

Taux de couverture dépenses/recettes

Logements foyers	EHPA 2007	EHPA 2008	Hébergement	Restauration	Dépendance	Soins	Part dans Dépenses totales
Frais de personnel	2 404 433	2 356 547	1 144 412	181 274	466 222	564 639	51,79%
Autres dépenses	1 572 914	1 625 673	1 137 590	477 569	6 037	4 477	35,73%
Frais de siège	603 711	568 293	474 270	94 023			12,49%
DEPENSES	4 581 058	4 550 513	2 756 272	752 866	472 259	569 116	Couverture Recettes/Dépenses
RECETTES	3 919 172	4 404 204	2 609 963	752 866	472 259	569 116	96,8%
* usagers /ASL	2 999 624	2 969 831	2 341 053	464 186	164 592		65,3%
* CRAM	422 690	431 252				431 252	9,5%
Autres recettes	127 250	203 121	156 097	1 790	42 082	3152	4,5%
Subvention Ville	1 031 494	800 000	112 813	286 890	265 585	134712	17,6%
RESULTAT	0	-146 309	-146 309	-0	0	0	-3,2%

Le projet institutionnel des LFPA en a fait ces dernières années un lieu d'habitation, intermédiaire entre le domicile et la maison de retraite, permettant une prise en charge graduée de la dépendance.

LES LOGEMENTS-FOYERS Lucie Pellat et St Bruno (EHPAD)

Le GMP au 31/12/08

Le GMP			
Établissements	2006	2007	2008
St Bruno *	392	446	451
Lucie Pellat *	393	412	430

Taux de couverture dépenses/recettes

EHPAD St Bruno	2007	2008	Hébergement	Dépendance	Soins	Couverture Rec/Dép
Frais de personnel	1 122 953	1 190 560	541 628	269 817	379 115	52,00%
Autres dépenses	789 656	765 459	721 494	28 681	15 284	34,27%
Frais de siège	244 713	256 002	256 002			25,20%
Reprise résultat n-2	80 940	77 361	40 843	36 518		20,00%
DÉPENSES	2 238 262	2 289 382	1 559 967	335 016	394 399	584,91%
RECETTES	2 208 495	2 233 858	1 527 978	310 901	394 979	97,6%
Usagers	920 255	932 069	831 288	100 781		40,7%
CRAM	379 087	387 836			387 836	
Département /asl/apa	427 865	386 772	288 341	98 431		16,9%
Subvention Ville	401 106	391 407	315 719	75 688		17,1%
Autres	80 183	128 630	92 629	36 001		
Reprise résultat n-2		7 143			7 143	
Résultat	-29 767	-55 524	-31 989	-24 115	580	21,6%

EHPAD Lucie Pellat	2007	2008	Hébergement	Dépendance	Soins	Part dans Dépenses total
Frais de personnel	1 148 985	1 237 184	555 543	297 843	383 798	57,97%
Autres dépenses	776 783	598 759	558 807	29 709	10 243	28,06%
Frais de siège	290 237	186 022	186 022			4,36%
Reprise résultat n-2	142 444	112 128	64 203	13 561	34 364	5,25%
DÉPENSES	2 358 449	2 134 093	1 364 575	341 113	428 405	Couverture Rec/Dép
RECETTES	2 094 376	2 063 566	1 411 884	276 289	375 393	96,7%
Usagers	929 872	981 817	892 303	89 514	0	46,0%
CRAM	340 782	375 393			375 393	17,6%
Département /asl/apa	90 834	171 720	65 387	106 333		8,0%
Autres dont CNSA	329 134	238 010	197 105	40 905	0	11,2%
Subvention Ville	403 754	296 626	257 089	39 537		13,9%
Résultat	-264 073	-70 527	47 309	-64 824	-53 012	

//

Les deux structures sont encore déficitaires.

Il s'agira de prévoir de réduire ces déficits dans les renouvellements des conventions tripartites (2009 pour Lucie Pellat et 2010 pour St Bruno).

LES ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES : EHPAD Les Delphinelles

Le GMP au 31/12/08

EHPAD LES DELPHINELLES		
2005	2007	2008
694	677	720

Taux de couverture dépenses/recettes

EHPAD Les Delphinelles	2007	2008	Couverture Recettes/Dépenses	Hébergement	Dépendance	Soins
Frais de personnel	1 972 216	2 393 852	60,89%	848 431	578 219	967 202
Autres dépenses	950 681	835 376	21,25%	737 199	40 954	57 223
Frais de siège	441 247	460 344	11,71%	460 344	0	0
Reprise résultat n-2 (002)	37 312	241 680	6,15%	48 267	86 413	107 000
DÉPENSES	3 401 456	3 931 252		2 094 241	705 586	1 131 425
RECETTES	2 775 004	3 457 464		2 077 407	524 764	855 293
Usagers	954 212	1 006 173	25,59%	845 283	160 890	0
DASS / CRAM / CPAM	468 883	800 950	20,37%	0	0	800 950
Département	622 402	793 396	20,18%	495 836	297 560	0
Autres	76 941	135 987	3,46%	94 764	36 295	4 928
Résultat exercice antérieur	28 521	0	0,00%	0	0	0
Subvention ville	624 045	720 958	9,17%	641 524	30 019	49 415
Résultat	-626 452	-473 788		-16 834	-180 822	-276 132

//

Malgré une évolution importante du GMP des Delphinelles à 720 en 2008, l'objectif de 800 fixé dans la convention tripartite paraît difficilement atteignable.

Bien que 2008 soit la 1^{ère} année de plein exercice à 3 unités de vie et malgré une évolution des dépenses (+15%) moins importantes que les recettes (+24%), le déficit de l'ordre de 1.2 millions d'€ par an est confirmé. L'appel au financement de la Ville est donc très important.

LES ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES : EHPAD NARVIK

Le GMP au 31/12/08

EHPAD NARVIK		
2005	2007	2008
781	697	739

Avec le renouvellement de la convention tripartite en 2008, le GMP d'objectif de l'EHPAD Narvik a été ramené à 748, avec un GMP de 739 constaté en 31/12/2008.

Taux de couverture dépenses/recettes

EHPAD NARVIK	2007	2008	évolution	Hébergement	Dépendance	Soins	Part dans Dépenses total
Frais de personnel	1 292 092	1 368 854	5,94%	396 056	320 413	652 385	64,78%
Autres dépenses	497 855	503 984	1,23%	450 150	34 618	19 216	23,85%
Frais de siège	270 215	236 611	-12,44%	236 611			11,20%
Reprise résultat n-2	6 544	3 545	-45,83%			3 545	0,17%
DÉPENSES	2 066 706	2 112 995	2,24%	1 082 817	355 031	675 146	Couv. Rec/Dép
RECETTES	1 926 345	2 001 675	3,91%	1 059 156	303 598	638 921	94,7%
Usagers	778 590	753 154	-3,27%	690 651	62 503	0	35,6%
DASS / CRAM / CPAM	599 891	638 459	6,43%			638 459	30,2%
Département	312 257	363 455	16,40%	142 544	220 911		17,2%
Autres	40 203	74 405	85,07%	53 759	20 184	462	3,5%
Résultat exercice antérieur	8 274	0	-100,00%				0,0%
Subvention Ville	187 130	172 202	-7,98%	172 202			8,1%
Résultat	-140 361	-111 319	-20,69%	-23 661	-51 433	-36 225	-5,3%

//

Amélioration des recettes DDASS et Conseil général de l'Isère liée au renouvellement de la convention tripartite. Le déficit budgétaire demeure pourtant. A noter des difficultés récurrentes à recruter des soignants sur poste permanent entraînant un recours important à l'intérim en 2008 (presque 6% d'augmentation des frais de personnel).

APPARTEMENTS REGROUPES A SERVICE PARTAGES Les Vignes (ARSP)

ARSP Les Vignes	2007	2008	Part des dépenses
Frais de personnel			
Autres dépenses	54 074	30 725	87.51%
Frais de siège	8 204	4 385	12.49%
DEPENSES	62 278	35 110	Couverture Dépenses/Recettes 2008
RECETTES	0	0	
RESULTAT	62 278	35 110	100%

Après plusieurs années de fonctionnement le concept "appartements regroupés à services partagés" a fait ses preuves, à la grande satisfaction des personnes âgées elles-mêmes et de leur famille.

Durant l'année 2008, il y a eu beaucoup moins d'appartements vacants qu'en 2007. Ceci explique que la charge financière pour le CCAS est moindre.

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET COORDINATIONS

SERVICE SOCIAL PERSONNES ÂGÉES ET AIDE SOCIALE LEGALE

Les situations suivies par le Service

Types d'entretien du Service social	2007		2008		Ecart
	Nombre	%	Nombre	%	
Visite à domicile	3411	28.5%	4016	30.80%	+15%
permanences des AS	2902	24.3%	2810	21.50%	-3%
permanences des CAS	1757	+14.7%	2172	16.60%	+19%
permanences d'accueil	3812	31.9%	4044	31%	+5.7%
hôpital ou entourage	57	0.47%	51	0.40%	-10%

Types de demande	Nombre	Pourcentage
Soutien à domicile (accès aux services)	6368	38%
Accès aux droits	3809	22.7%
Hébergement en structure	1497	8.9%
Aides financières	1692	10%
Logement (1)	767	4.57%
Accès aux soins	868	5.1%
Sorties d'hospitalisation	690	4.1%
Relations familiales et aide aux aidants	479	2.8%
Protection de la personne (2)	333	2.2%
Vie sociale et culturelle	309	1.8%
TOTAL	16 759	

	SSPA 2007	SSPA 2008	Part dans Dépenses total
Frais de personnel	1 553 907	1 609 649	84,5 %
Autres dépenses	67 064	56 790	3 %
Frais de siège	244 292	237 813	12,5 %
DEPENSES	1 865 263	1 904 252	Couverture 2008 Rec/Dép
RECETTES PROPRES	543 503	685 030	31,3%
Usagers		0	0,0%
Département	518 227,00	594 836	31,24 %
CRAM	16 450,00	75 090	3,94 %
Autres	8 826,00	15 104	0,79 %
Subvention Ville	1 321 760	1 219 222	64,03 %

	2008
60 à 75 ans	27.85%
+ 75 ans	72.15%

	2008
Hommes	33.6%
Femmes	66.3%

//

En 2008, le Service social polyvalent de catégorie a suivi 6416 personnes âgées.

Les demandes traitées par le service social personnes âgées : 16 759 demandes.



Le Service Social Personnes Agées est composé de 8 pôles gérontologiques répartis sur les 6 secteurs ville :

- Les **secrétaires** de ces pôles accueillent, informent, orientent les personnes âgées et participent à l'accompagnement administratif.
- Les **conseillères d'aide sociale** participent à l'accompagnement administratif en aidant à la constitution de dossiers pour les personnes âgées et handicapées : dossiers APA, Aide sociale, fiche repas, téléalarme, aide à la déclaration des revenus, entrée en établissement, CAF, retraites complémentaires.
- Les **assistantes sociales** évaluent les besoins sociaux et médico-sociaux des personnes âgées, élaborent les plans d'aide et en assurent le suivi.

1) Mise en œuvre de l'APA à domicile

	2007	2008	Ecart
Nb visites à domicile pour évaluer besoins médico-sociaux	1394	1478	+ 6%
Nb bénéficiaires plan d'aide au 31/12	1570	1662	+ 5,8%
File active APA	1884	2092	+11%

Evolution des besoins des bénéficiaires d'APA

	GIR 1	GIR 2	GIR 3	GIR 4
2006	3 %	21,4 %	22,1 %	53,5 %
2007	2%	20%	22%	56%
2008	3,2%	16,6%	21,5%	58,3%

2) La mise en œuvre des PAP en septembre 2008 (Plans d'Actions Personnalisés)

Bénéficiaires d'un PAP en 2008 : **692**

Dans le cadre du Plan d'Action Personnalisé, un "bouquet" de services d'aide à domicile est proposé.

Le Service le plus souvent préconisés :

- l'aide au ménage (626)
- l'entretien du linge (193)
- l'aide aux courses (145)
- portage de repas (62)

3) Aide Sociale Légale : missions des conseillères d'aide sociale

Dossiers	RESTAURATION		AIDE MENAGERE		HEBERGEMENT		TOTAL	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
P.handicapées	3	10	18	23	118	103	139	136
P. âgées	31	21	39	42	157	160	227	223
TOTAL	34	31	57	65	275	263	366	359

Les conseillères d'aide sociale instruisent les dossiers d'aide sociale légale pour les personnes âgées et handicapées, pour permettre le financement par le Département des frais de restauration, d'aide ménagère à domicile ou d'hébergement. Elles effectuent dans ce cadre les enquêtes sur les obligations alimentaires et les successions, et constituent les dossiers pour l'Allocation Spéciale aux Personnes Âgées, les cartes d'invalidité, etc.



Le département de l'Isère a passé une convention avec le CCAS de la Ville de Grenoble, lui déléguant la mise en œuvre de l'APA. Le nombre de bénéficiaires APA continue de progresser.

La CRAM Rhône-Alpes a passé un convention avec le CCAS de Grenoble, lui déléguant l'évaluation des besoins des retraités en GIR 5 et 6, l'élaboration de plans d'actions personnalisés éligibles à un financement de la CRAM, ainsi que leur suivi.

SERVICE RESSOURCES PERSONNES ÂGÉES

Le Service Ressource Personnes Âgées est un "service ressource" pour les personnes âgées, leur entourage, les professionnels, et les associations ou autres partenaires. Ses missions s'articulent autour de 4 axes :

1. l'information
2. la coordination
3. l'observation sociale gérontologique
4. les actions et dispositifs transversaux

1) L'information

Accueil téléphonique : 04.76.69.45.45, numéro central d'accueil, d'écoute, d'information, de conseil et d'orientation.

	2007	2008	%
Nombre d'appels	2 015	1 436	- 28 %

Les mois où le nombre d'appels au 04.76.69.45.45 a été le plus important sont les mois de juillet (186), janvier (181), juin (179) et août (170).

Les questions les plus fréquentes sont des demandes de renseignements sur les établissements d'hébergement, sur la recherche de services de soins ou d'aide à domicile

Flash Info

Il s'agit de fiches d'information sur l'actualité gérontologique destinées aux professionnels et aux associations ou autres partenaires concernés par les problèmes de l'avancée en âge, diffusée via Internet (environ 200 destinataires) avec une parution hebdomadaire.

Les Midi-deux du CCAS

Il s'agit de "Mini-conférences" entre midi et deux heures sur une thématique gérontologique, proposées aux destinataires des Flash Info (thèmes abordés : dénutrition des personnes âgées, prévention du suicide, 5^{ème} risque, l'intervention auprès d'une personne en situation de handicap psychique).

Visites d'équipements gérontologiques

En partenariat avec les services du Département et le Centre de Prévention des Alpes, organisation de visites d'équipement ouvertes aux personnes âgées, à leur famille, aux professionnels et aux étudiants du secteur médico-social.

L'équipement est présenté à la fois par le personnel et par les résidents. L'objectif de ces visites est de tenter de faire changer les représentations quelque fois négatives, notamment en ce qui concerne les maisons de retraite, et de valoriser les services et établissements locaux et l'usage qui peut en être fait.

//

On constate une augmentation du nombre d'appels "de détresse" : soit de personnes âgées isolées, angoissées, ou présentant des troubles psychiatriques, soit de familles en grande difficulté dans l'accompagnement de leur parent dépendant, en particulier lors des sorties d'hôpital.

2) La coordination gérontologique

Le SRPA est garant de la tenue une fois par trimestre de Réunions de coordination sur chacun des 6 secteurs de la Ville de Grenoble.

L'objectif de ces coordinations est de réunir l'ensemble des acteurs développant l'action gérontologique, pour :

- mieux se connaître
- échanger des informations
- observer les problématiques propres au secteur
- améliorer les coopérations
- conduire des actions collectives

Actions collectives conduites en 2008 :

Secteur 3 : sensibilisation des professionnels et des jeunes retraités sur l'intérêt d'adapter leur habitat

Secteur 4 : élaboration d'une procédure en direction des personnes âgées et de leur famille pour faciliter le passage entre le domicile et l'établissement d'hébergement.

Secteur 5 : sensibilisation des professionnels et des personnes âgées sur les risques de dénutrition et l'importance d'une prévention, à l'aide d'un diaporama (Programme National Nutrition Santé).

Secteur 6 : partenariat avec l'ensemble des bailleurs publics pour repérer les logements accessibles et adaptés, faciliter les mutations notamment pour les personnes qui sont dans des duplex.

3) L'observation sociale gérontologique : exemple de la commission de pré-admission en EHPAD commune à tous les établissements grenoblois et animée par le Conseil Général de l'Isère

	2007	2008
Nombre de personnes admises en cours d'année	104	140
<i>dont personnes préalablement pré-admises</i>	73	72
% accès avec pré-admission / personnes admises	70,2 %	51,43%
<i>dont personnes entrées sans pré-admission</i>	31	68
% accès directs / personnes admises	29,8 %	48,57 %
Capacité d'accueil	381	415
Taux de rotation	27,2 %	33,7 %

//

Au 31/12/08, la liste unique de demandes d'admission comptait 1238 demandes dont 440 émanant de personnes se déclarant prêtes à rentrer, mais l'expérience prouve que moins de la moitié de ces dernières sont effectivement prêtes à confirmer cette démarche dans les délais proposés par les établissements.

4) Actions et dispositifs transversaux

- **SOS Soutien à domicile** : dispositif interpartenarial permettant de répondre rapidement à des situations de crise pendant la période estivale du 1^{er} juin au 31 août, dans le cadre du plan de prévention de la canicule.

En 2008, il y a eu 329 appels dont 75% étaient des demandes d'informations, 19% des appels de détresse et 6% seulement des situations de crise qui ont donné lieu en l'occurrence à l'intervention de soignants ou d'auxiliaires de vie sociale mobilisables en quelques heures.

- **Vivre à domicile sans être isolé** : réseau d'associations de bénévoles dont le but est de lutter contre l'isolement des personnes âgées et personnes handicapées en leur proposant des visites à domicile et des contacts réguliers. En 2008, 150 personnes ont bénéficié des services de ce réseau (contre 142 en 2007).

- **Soutien aux aidants** :

Objectifs du dispositif :

- soutenir les familles (aidants naturels) qui prennent en charge au quotidien un parent dépendant.
- contribuer au maintien de la qualité de la vie des personnes âgées dépendantes à domicile.
- apporter aux familles un soutien psychologique et des temps de répit.
- préserver et améliorer la qualité de la relation aidants/aidés.

Cette action, menée en partenariat avec le CLARG, le Conseil Général de l'Isère et la CRAM Rhône-Alpes, propose des réunions d'information, des rencontres d'échanges et de soutien (Cafés des aidants), des ateliers pratiques (gestion du stress...). Elle apparaît aujourd'hui comme un axe majeur de développement de l'action gérontologique, la moyenne et parfois la grande dépendance se vivant d'abord au domicile habituel, avec l'aide de l'entourage familial, amical ou de voisinage et non en établissement d'hébergement.

- **Le Registre communal des personnes en situation de fragilité** :

A la suite de campagnes d'inscription, tant dans la période estivale qu'à l'occasion des festivités de Noël, plus de 1005 personnes sont inscrites à la fin 2008 sur ce registre rendu obligatoire par des lois et décrets de 2004.

A noter que le CCAS a passé une convention avec le service de Sécurité Civile de la Ville, pour pouvoir, grâce à un automate d'appel, informer toutes les personnes inscrites sur ce registre, d'alertes climatiques ou autres incidents.

SERVICE DE SOUTIEN A LA VIE SOCIOCULTURELLE :

Le Service de Soutien à la Vie Socioculturelle regroupe six pôles :

- le **POLE LOGISTIQUE RESSOURCES** coordonne l'organisation de différentes manifestations (festivités de Noël, fête des mères, invitation au restaurant des Archers, concours de recettes, spectacle du club de patinage,...) et assure le portage de projets d'animation transversaux ou de conventions de partenariat globales (vacances à Massacan, Maison des Jeux, Théâtre Municipal, MC2, ésaG, VS Art, Maison des Collines,...)
- le **POLE ANIMATION AUTOUR DU DOMICILE** doté en septembre 2008 d'un poste de responsable à plein temps, poursuit le dispositif de lecture à domicile, contribue au réseau "Vivre à domicile sans être isolé", fédère les appels à bénévoles et développe des actions destinées aux plus isolés
- le **POLE PREVENTION PRIMAIRE** réalise les ateliers autour de l'activité physique et cognitive répertoriés dans les pages suivantes (une nouvelle proposition : la relaxation), développe des informations collectives à destination des personnes âgées, soutient le développement des ateliers remue-méninges réalisés dans les équipements ou associations partenaires
- les **3 POLES D'ANIMATION GERONTOLOGIQUE DE SECTEURS** (pages suivantes)



En 2008, 728 personnes âgées différentes ont participé à un atelier proposé par le Service

Les Pôles Logistique Ressources, Animation autour du domicile, Prévention primaire

Budget Pôles Logistique Ressources, Animation autour du domicile, Prévention Primaire	service soutien à la vie socioculturelle 2008	Part dans les dépenses totales
Frais de personnel	227 122	42%
Autres dépenses	45 022	8%
Repas et colis de Noël	199 577	37%
Frais de siège	67 318	13%
DEPENSES	539 039	Couverture 2008 Recettes/Dépenses
RECETTES PROPRES	57 667	11%
Usagers	32 429	6%
Département	0	
CRAM	22 300	4%
Autres	2 938	
Résultat	482 069	89%

Vacances à Massacan	Nombre de séjours	Nombre de participants
Usagers des EPA	5	40
Résidents EHPA	1	27

Lecture à domicile	Nombre de visites	Nb de pers. âgées	34 bénévoles
	2028 4 056 h)	39	

Festivité de Noël	2007	2008
Envoi de plaquettes	19 328	18 269
Colis distribués	3 979	3 732
Repas servis	2 701	2 676

SERVICE DE SOUTIEN A LA VIE SOCIOCULTURELLE : Pôle Animation Gérontologique – Secteurs 1 et 2 (PAG 1-2)

Activités du Pôle	Nb d'ateliers	Nb de participants
Atelier Pâtisserie	1	11
Activités Musicales	1	6
Couleur-peinture	4	18
Terre	2	18
Théâtre	1	12
Gymnastique aquatique	1	56
Mémoire/Conversation	4	34
Remue-méninges	3	30
Gym douce	4	46
Psychomotricité	2	57
Atelier Equilibre	1	7
Relaxation	1	7
TOTAL	25	302

Budget PAG 1-2	
Frais de personnel	538 074
Autres dépenses	153 510
Frais de siège	99 304
DÉPENSES	790 888
RECETTES PROPRES	109 816
Usagers	104 601
Département / ASL	0
Autres recettes	5 215
Résultat	681 072

Partenaires PAG 1-2	Nb Association
Associations centrées sur le lien social	9
Associations centrées sur les activités culturelles, socioculturelles ou sportives	3
Associations (ou réseaux) de solidarité ou d'engagement de bénévoles	3
Associations porteuses de revendications et/ou de projets citoyens	5
Equipements publics et parapublics à vocation socioculturelle	3
Equipements publics et parapublics à vocation culturelle	1
Total	24

RESTAURATION en EPA ET CONVIVIALITÉ		
	2007	2008
Repas servis	13 328	12 531
Goûters servis	22 248	15 614
Nombre d'usagers	238	284



La baisse du nombre global de repas masque une évolution contrastée : diminution des effectifs sur Pinal et Mutualité et accroissement du nombre de convives sur Augereau.

Le Pôle d'Animation Gérontologique des secteurs 1 et 2 regroupe 3 lieux de restauration (les Espaces Personnes Agées Pinal, Augereau et Mutualité) et 4 lieux d'animation dédiés (Pinal, Augereau, Mutualité et Chori-Berriat). Deux accompagnatrices de vie sociale et culturelle y sont affectées.

Les événements de type spectacle ou sortie ainsi que les projets intergénérationnels, trouvent une bonne adhésion au niveau du public et sont fortement relayés par les professionnels. Le tissu associatif est riche et l'animatrice gérontologique de secteur est engagée dans de nombreux partenariats.

Plusieurs activités ou projets nouveaux ont été initiés en 2008 : partenariat avec le CNAC, ateliers pâtisserie, relaxation ou remue-méninges.

SERVICE DE SOUTIEN A LA VIE SOCIOCULTURELLE : Pôle Animation Gérontologique – Secteurs 4 et 5 (PAG 4-5)

Activités du Pôle	Nb de participants
Atelier Cuisine	18
Activités Musicales	16
Couleur-peinture	12
Peinture école d'art	8
Terre	13
Théâtre	8
Découverte Œuvres d'art	20
Gymnastique aquatique	46
Mémoire/Conversation	39
Remue-méninges	17
Gym douce	45
Psychomotricité	33
Atelier Equilibre	16
TOTAL	291

Partenaires PAG 4-5	Nb d'Association
Associations centrées sur le lien social	7
Associations centrées sur les activités culturelles, socioculturelles ou sportives	1
Associations (ou réseaux) de solidarité ou d'engagement de bénévoles	1
Associations porteuses de revendications et/ou de projets citoyens	5
Equipements publics et parapublics à vocation socioculturelle	4
Equipements publics et parapublics à vocation culturelle	0
Total	18



La relative stabilité du nombre de repas servis correspond en fait à une baisse nette sur l'EPA Malherbe et à un accroissement significatif sur l'EPA Abbaye. Le nombre de goûters connaît une évolution strictement inverse : augmentation à Malherbe, baisse à l'Abbaye.

Budget PAG 4-5	
Frais de personnel	296 053
Autres dépenses	89 035
Frais de siège	55 332
DÉPENSES	440 420
RECETTES	88 682
Usagers	78 261
Département / ASL	7 959
Autres recettes	2 462
Résultat	351 738

RESTAURATION en EPA ET CONVIVIALITÉ		
	2007	2008
Repas servis	12 725	12 527
Goûters servis	13 422	13 199
Nombre d'usagers	179	187

Le Pôle d'Animation Gérontologique des secteurs 4 et 5 regroupe 2 lieux de restauration (les Espaces Personnes Agées Abbaye et Malherbe) tous deux situés sur le secteur 5. Les interventions sur le secteur 4 nécessitent d'emblée une bonne coopération avec les foyers-logements ou centres sociaux. Deux accompagnateurs de vie sociale et culturelle complètent l'équipe. C'est ce pôle qui a porté l'essentiel du travail de partenariat pour les séjours de vacances à Massacan, où des personnes âgées sont parties en même temps que les séjours familles des centres sociaux. Le travail des accompagnateurs, fortement corrélé à la demande du service social, est principalement axé sur les accompagnements individuels. L'offre de spectacles est moins utilisée que sur d'autres pôles.

SERVICE DE SOUTIEN A LA VIE SOCIOCULTURELLE : Pôle Animation Gériologique – Secteurs 3 et 6 (PAG 3-6)

Activités du Pôle	Nb d'ateliers	Nb de participants
Activités Musicales	1	9
Couleur-peinture	1	11
Terre	1	7
Danses	1	10
Mémoire/Conversation	3	41
Gym douce	2	26
Psychomotricité	1	15
TOTAL	10	119

Partenaires PAG 3-6	Nb d'Associations
Associations centrées sur le lien social	9
Associations centrées sur les activités culturelles, socioculturelles ou sportives	1
Associations (ou réseaux) de solidarité ou d'engagement de bénévoles	4
Associations porteuses de revendications et/ou de projets citoyens	3
Equipements publics et parapublics à vocation socioculturelle	1
Equipements publics et parapublics à vocation culturelle	3
Total	20

//

Le travail de prospection des accompagnatrices permet un fort renouvellement du public accompagné et un niveau d'activité important. L'activité de restauration progresse légèrement.

Accompagnateurs de vie sociale et culturelle		
Total des accompagnements	678	
Nombre de suivis et sollicitations	182	
Nombre d'encadrements de groupe	24	
<i>Total</i>	884	
PERSONNES AGÉES ACCOMPAGNÉES		%
<i>moins de 60 ans</i>	11	5%
<i>de 60 à 74 ans</i>	44	21%
<i>de 75 à 84 ans</i>	86	42%
<i>de 85 à 94 ans</i>	62	30%
<i>95 ans et plus</i>	4	2%
<i>Total</i>	207	
<i>Dont nouvelles personnes en 2008</i>	117	57%

Budget PAG 3-6	
Frais de personnel	265 437
Autres dépenses	60 691
Frais de siège	46 868
DÉPENSES	372 996
RECETTES	36 299
Usagers	31 396
Département / ASL	2 606
Autres recettes	2 227
Résultat	336 767

Le Pôle d'Animation Gériologique des secteurs 3 et 6 compte un seul lieu de restauration sur le secteur 3 (l'Espace Personnes Agées Mistral) et un lieu d'animation (l'Espace Bouchayer) situé sur le même secteur. Les actions menées sur le secteur 6 sont relayées par l'accompagnatrice (qui travaille en binôme comme sur les autres pôles) et les logements-foyers.

Les événements ponctuels mobilisent bien les publics âgés, mais les ateliers sont peu fréquentés : les caractéristiques sociologiques de la population (habitudes de vie et niveaux de revenus) sont peut-être un facteur explicatif. Les partenariats associatifs demandent sans doute à être développés, eu égard à la richesse de la vie associative de ces secteurs.

RESTAURATION A DOMICILE

1 – Nombre de repas livrés

2007	2008	Ecart 2007/2008
132 098	127 622	-3.4%

2 – Taux de couverture Dépenses/Recettes

	2007	2008	Couverture Dep/recettes
DEPENSES	1 305 710	1 299 387	
RECETTES	1 013 922	1 015 182	78.13%
Usagers	972 921	979 795	75.40%
Département	32 996	29 288	2.25%
Autres	8 005	6 099	0.47%
Résultat	291 788	284 205	21.87%

Qui sont les usagers en 2008 ?

- 762 usagers différents
dont (femmes : 71% et hommes : 29%)
- Moyenne d'âge : 82 ans ½
- Nombre de centenaires : 6
- Nombre de couples : 37.

//

On constate une baisse du nombre de repas livrés en 2008. Il s'agira de voir si cette baisse se poursuit en 2009 et d'en examiner les causes.



Le **service de la Restauration à domicile** a dû quitter le site de la rue Jean Bart en septembre 2008, pour permettre le démarrage de la reconstruction de l'EHPAD La Bajatière (ex Hôtel-Dieu).

Ce service a été accueilli dans les locaux du Marché d'Intérêt National jusqu'à décembre 2008, avant de rejoindre la nouvelle Cuisine Centrale de la Ville de Grenoble le 2 janvier 2009.

Cette nouvelle installation a été l'opportunité d'une réorganisation favorable à la qualité des processus d'alotissement des mets et de la veille médico-sociale des usagers, mais aussi à la coopération entre ces deux services.

ACTION SANITAIRE

CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR

Le Centre d'Accueil de Jour reçoit des personnes âgées psychologiquement dépendantes (Maladie d'Alzheimer et troubles apparentés). En 2008, la file active a été de 128 personnes avec une moyenne par semaine de 78 personnes différentes accueillies ; chaque semaine 2 nouveaux accueils ont eu lieu. La plupart des usagers fréquente le Centre de Jour entre 6 mois et 1 an.

Activité

	2007	2008
Nombre de journées	4224	4204
Accueils à la journée	3936	3809
Accueils à la demi-journée	575	790

GMP : GIR Moyen pondéré

2007	2008
650	608

Taux de couverture dépenses/recettes

Centre de Jour	2007	2008	Part dans Dépenses total	Héberg.	Dépendance	Soins
Frais de personnel	359 327	404 835	75,38%	110 971	129 527	164 337
Autres dépenses	103 420	80 755	15,04%	79 640	882	233
Frais de siège	69 857	39 513	7,36%	28 763	10 750	
Reprise résultat n-2	18 978	11 972	2,23%	2 485	9 487	
DÉPENSES	551 582	537 075	Couverture Rec/Dép	221 859	150 646	164 570
RECETTES	514 563	535 065	99,6%	203 628	101 240	230 197
Usagers	101 001	93 682	17,4%	93 682		-
CRAM	143 952	191 989	35,7%			191 989
Département	111 405	121 766	22,7%	26 526	95 240	
Autres dont participation CCAS	139 750	107 875	20,1%	83 420	6 000	18 455
Reprise résultat n-2	18 455	19 753	3,7%			19 753
Résultat	-37 019	-2 010		- 18 231	-49 406	65 627

Une réaffectation comptable des différents postes de dépenses est intervenue en 2008. Elle explique une évolution importante de la répartition des types de dépenses. Au total, il est constaté une légère diminution des dépenses (2.63%) Toutefois si les recettes augmentent de près de 4 %, du fait principalement d'une dotation supplémentaire de 45 000 € de la CRAM au titre du remboursement des frais de transport des usagers, cela n'a correspondu en réalité à aucune dépense de transport (service qui n'a pu être mis en place). Par conséquent, le résultat négatif aurait été de 47 000 € si la dotation n'avait pas été encaissée. Cette dernière devra être remboursée en 2009.

SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE (SSIAD)

Nombre de journées réalisées et taux d'occupation

Activité	2007	2008	Ecart 2007/2008
Capacité (places)	249	249	0
Nombres de journées	78 080	74 441	- 4,6%
Taux d'occupation	85,9 %	81,68 %	

Analyse de l'activité par antenne en 2008

	Belledonne	Chartreuse	Vercors
<i>Secteurs Ville</i>	<i>4 et 6</i>	<i>2 et 5</i>	<i>1 et 3</i>
Capacité en nombre de lits	83	83	83
Nb de journées prévisionnelles	30 378	30 378	30 378
Nb de journées réalisées	23 697	25 187	25 557
Taux d'occupation	78,01 %	82,91 %	84,13 %
GMP	681		
Durée moy. prises en charge	332 jours		

SSIAD : taux de couverture dépenses/recettes

SSIAD	2006	2007	2008	Part dans Dep. total
Frais de personnel	2 029 000	2 397 796	2 605 718	78.93%
Autres dépenses	265 000	139 484	150 526	4.56%
Provisions			149 150	4.52%
Frais de siège	318 833	366 234	395 759	11.99%
DEPENSES	2 612 833	2 903 514	3 301 153	Couverture Dep/Rec
RECETTES	3 199 369	3 656 648	3 822 366	
CRAM	2 912 369	3 053 755	3 043 663	92.2%
Autres	11 000	16 357	25 569	0.8%
Reprise résultat exercices précédents	276 000	586 536	753 134	22.8%
Résultat exercice	586 536	753 134	521 213	15.8%
<i>résultat hors reprise d'excédent et provision</i>	<i>+ 310 536</i>	<i>+ 166 598</i>	<i>- 82 771</i>	

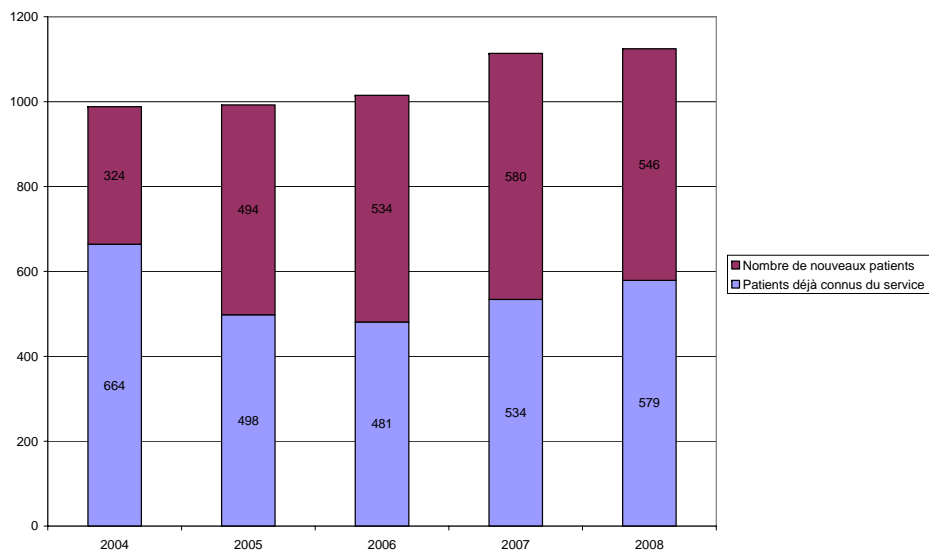
//

Si les reprises de résultats des exercices précédents donnent toujours un résultat comptable nettement excédentaire, il convient de noter que c'est la 1^{ère} année où l'activité du SSIAD génère un déficit (82 000 €), indiquant un effet "ciseaux" de croissance des dépenses beaucoup plus rapide que celle des recettes.

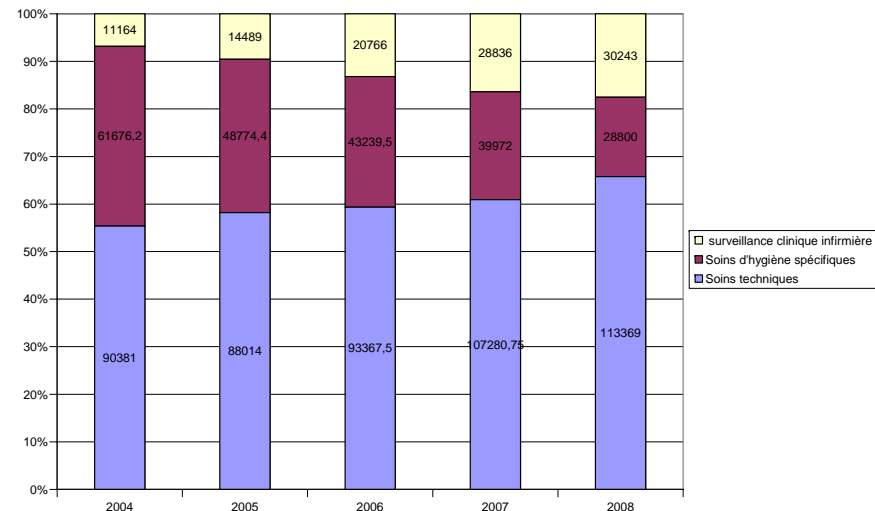
Il est précisé que les dépenses de personnel intègrent le coût du recours aux infirmiers libéraux et au Centre de Soins Infirmiers (CSI). Ce poste a connu une augmentation de 77 000 € (+31%) par rapport à 2007. L'augmentation du recours aux IDE confirme la tendance forte à l'alourdissement en soins des prises en charge à domicile ce qui devra être le point de vigilance des années futures.

CENTRE DE SOINS INFIRMIERS (CSI)

Evolution du nombre de patients pris en charge



Evolution de la nature de l'activité



Malgré une année difficile liée aux difficultés de pourvoi des postes vacants et un recours important à l'intérim, l'exercice budgétaire se traduit par une légère réduction des dépenses (conséquence des difficultés de recrutement) et une hausse importante des recettes, liée à l'évolution de la nature des actes de soin. Ainsi, c'est la 1^{ère} année que les soins techniques passent la barre des 2/3.

	2007	2008	Couverture Rec/Dép
DEPENSES	998 575	988 409	
RECETTES	708 162	783 617	70,9 %
Usagers+1/3 payant	640 971	711 303	64,2 %
CPAM	61 608	64 178	6,2 %
autres	5 583	8 136	0,6 %
RESULTAT	- 290 413	- 204 792	29,1%

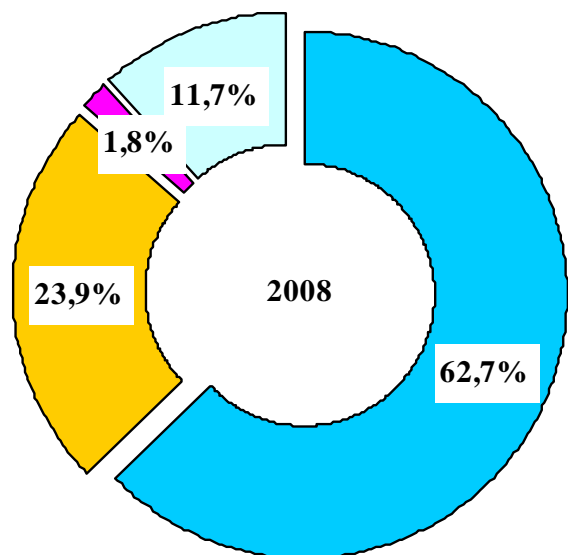
Cette conjonction entraîne une diminution de 29% du déficit par rapport à 2007.

Toutefois, le transfert progressif depuis 2004 d'une activité de soins d'hygiène vers une activité d'expertise de la dépendance oblige à en mesurer aujourd'hui plus précisément l'impact, avec de nouveaux indicateurs mis en place en 2009.

SYNTHESE DES ELEMENTS FINANCIERS

DEPENSES

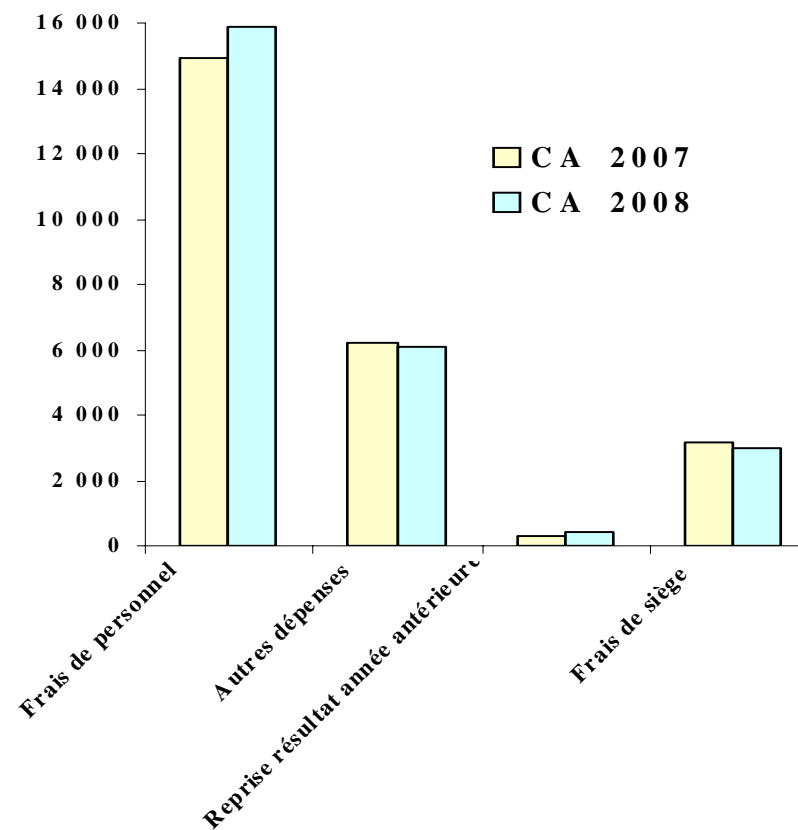
Total Personnes Agées	CA 2007	CA 2008	Ecart	
Frais de personnel	14 947	15 907	960	+ 6,4%
Autres dépenses	6 217	6 070	-147	-2,4%
Reprise résultat année antérieure	286	447	161	+ 56,3%
Frais de siège	3 182	2 960	-222	- 7,0%
TOTAL DEPENSES	24 632	25 384	752	+3,1%



■ Frais de personnel
■ Autres dépenses
■ Reprise résultat année antérieure
■ Frais de siège

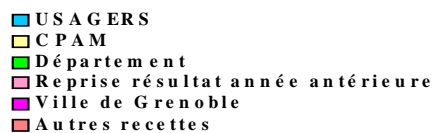
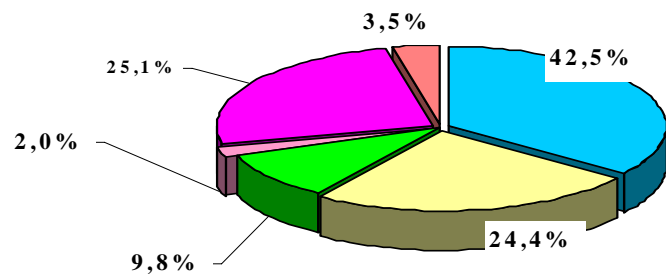
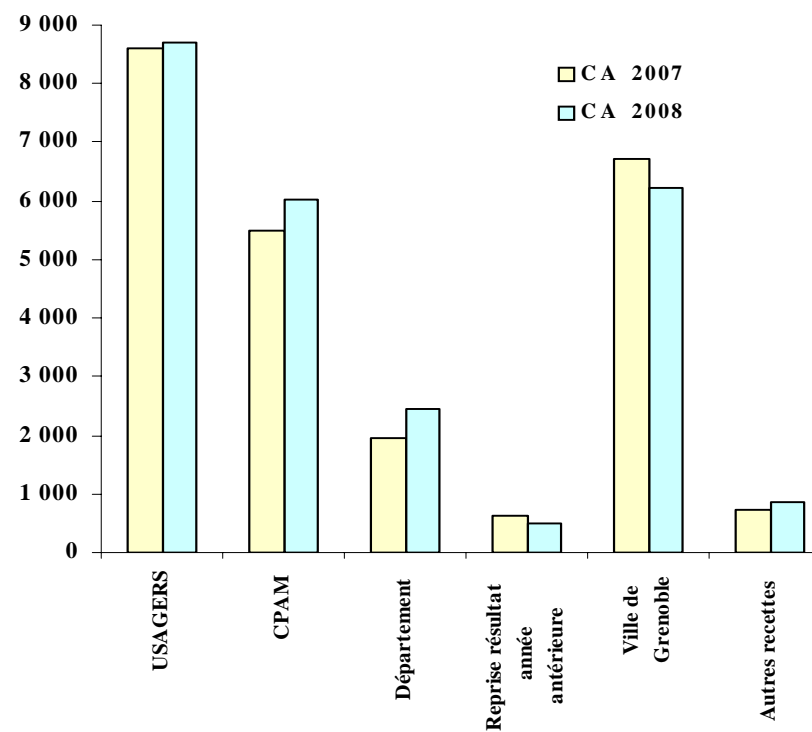
L'augmentation des frais de personnel est due :

- pour moitié au fonctionnement en année pleine des Delphinelles Teisseire.
- au recours à davantage d'infirmiers libéraux pour le SIAD.
- et à un recours accru à l'intérim médical (postes vacants).



RECETTES

Total Personnes Agées	CA 2007	CA 2008	Ecart	
USAGERS	8 603	8 692	89	+1,0%
CPAM	5 487	6 031	544	+9,9%
Département	1 936	2 432	496	+25,6%
Reprise résultat année antérieure	642	504	-138	-21,5%
Ville de Grenoble	6 713	6 212	-501	-7,5%
Autres recettes	721	876	155	+21,5%
TOTAL RECETTES	24 102	24 747	645	+2,7%
Résultat	-530	-637		



**Les ressources
humaines au CCAS :**

1 352 agents



04

Ressources humaines



**Le service des
ressources humaines :**

**44 agents
(39,8 équivalents temps
complet)**

Le service RH contribue à l'adaptation permanente des hommes et des organisations aux missions et projets de l'institution . Il est force de proposition sur tout ce qui peut améliorer l'efficacité individuelle et collective. Il assure la gestion administrative et statutaire des agents du CCAS. Il apporte un soutien au fonctionnement quotidien des Directions (recrutement, remplacements, mobilité), participe au bon déroulement instances représentatives du personnel.

Exemples de réalisations en 2008 :

- premières étapes d'une démarche GPEEC : organisation / compétences/effectifs et mise en œuvre (DDSS)
- premières étapes de la démarche de professionnalisation des secrétariats (suite à signature d'un Contrat d'Objectifs Territorialisés) : identification des besoins, tests de niveau en bureautique et lancement des premières formations.
- recrutement : conception et mise en œuvre de "mise en situations professionnelles" sur des fonctions de secrétariat (adjoint et rédacteur), de CESF, d'éducateur spécialisé, d'EJE ...
- mise en œuvre de la démarche d'évaluation des risques au poste de travail (élaboration du "document unique") sur 20 sites pilotes
- organisation des élections professionnelles
- actualisation et rédaction de nouveaux chapitres du "guide RH" à l'attention des responsables de service.- partage de la culture RH : sessions d'information sur le statut, la notation et les BAA (bilan annuels d'activité)

SECTEUR RELATIONS SOCIALES

Comité Technique Paritaire	Comité d'Hygiène Sécurité
<p>28 janvier 2008</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation des secrétariats PE - Etat des postes et effectifs - Point sur les dépenses d'intérim 	<p>29 février 2008</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bilan d'activité du service prévention 2007 - Démarche d'évaluation des risques : point sur la méthode de travail - Point d'étape des travaux des groupes de travail sur la prévention <ul style="list-style-type: none"> - groupe alcool - groupe accidents du travail - Bilan des observations réalisées dans le cadre des visites PRAP - Présentation des plans par la DATPRO
<p>29 mai 2008</p> <ul style="list-style-type: none"> - DDSS : mise en place d'une Direction unique SATIS/TARZE - Etat des postes et effectifs - Le passage : mise en œuvre d'un nouveau projet de stabilisation par le relais OZANAM - Contrat de projet RAD : projet d'organisation du service de la restauration à domicile - Etude comparée des dispositions réglementaires concernant les assistantes maternelles et le statut du CCAS 	
<p>10 juillet 2008</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bilan social et état de la collectivité pour l'année 2007 - Etat des postes et effectifs - Bilan de la mise en place du pool de remplaçants 	<p>19 juin 2008</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement et suivi du CHS - Réunion intermédiaire de suivi des actions - Médecine préventive : temps de travail et activité du médecin de prévention - Bilan des reclassements du personnel - Suivi des groupes de travail du CHS (alcool et accidents du travail) - Bilan des travaux
<p>5 novembre 2008</p> <ul style="list-style-type: none"> - CAP d'avancement 2009 : rapport promus / promouvables - Projet de reprise d'un équipement PE par la CAF - Etat des postes et effectifs - Réorganisation de la restauration à domicile - Procédures de remplacements - Validation des acquis de l'expérience - Journée éco-citoyenne 2008 	<p>25 novembre 2008</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installation du nouveau CHS (règlement intérieur – fonctionnement) - Bilan d'activités du service de médecine professionnelle et préventive - Mise en œuvre de la procédure alcool - Bilan des réunions de suivi du CHS - Démarche d'évaluation des risques : point d'étape - Présentation du programme annuel de prévention
<p>18 décembre 2008</p> <ul style="list-style-type: none"> - Point d'étape du projet Delphinelles - Modalités de gestion des remplacements PE - Modification du cadre des effectifs - Remplacements PE : "la Sectorisation" 	

STRUCTURE DE L'EFFECTIF

EFFECTIF ACTIF AU 31 DECEMBRE 2008

AGENTS PERMANENTS	nb d'agents				diff 07/08 en nb agts	nb d'ETP				diff 07/08 en ETP
	2008	2007	2006	2005		2008	2007	2006	2005	
Titulaires et stagiaires	866	857	832	797	9	798.9	789.2	767,5	733,9	9.7
Non titulaires sur postes permanents*	86	93	87	86	-7	74.4	79.9	74,7	71,5	-5.5
Assistants maternelles	107	114	114	117	-7	107.0	114,0	114,0	117,0	-7
s/total non titulaires PERM	193	207	201	203	-14	181.4	193.9	188,7	188,5	-12.5

Total permanents tit & non tit	1059	1064	1033	1000	-5	980.3	983.1	956,2	922,4	-2.8
---	-------------	-------------	-------------	-------------	-----------	--------------	--------------	--------------	--------------	-------------

AGENTS NON TIT NON PERM	nb d'agents				diff 07/08 en nb agts	nb d'ETP				diff 07/08 en ETP
	2008	2007	2006	2005		2008	2007	2006	2005	
Non titulaires mensuels	152	154	170	168	-2	131.3	137.9	148,8	150,4	-6.6
Non titulaires horaires	54	61	65	69	-7	27.5	29,9	27,9	34,7	-2.4
Non titulaires horaires (gardes LFPA)	23	25	23	27	-2	10.2	10,2	9,5	8,3	0,0
s/total non permanents	229	240	258	264	-11	169.0	178.0	186,2	193,4	-9.0

EMPLOIS D'INSERTION	nb d'agents				diff 07/08 en nb agts	nb d'ETP				diff 07/08 en ETP
	2008	2007	2006	2005		2008	2007	2006	2005	
Apprentis	19	17	14	9	2	19.0	17,0	14,0	9,0	2,0
C.E.C.	0	1	5	16	-1	0,0	1,0	5,0	14,7	-1,0
C.E.S.	0			16	0	0,0			9,1	0,0
Contrats Avenir	5	26	16	3	-21	1.9	19.3	12,1	2,2	-17.4
Contrats Accompagnement Emploi	35	27	30	19	8	17.4	20,0	22,0	13,0	-2,6
Parcours Emploi Isère	5				5	2.3				2.3
s/total emplois d'insertion	64	71	65	63	-7	40.6	57.3	53,1	58,2	-16.7

Total général effectif actif	1 352	1 375	1 356	1 327	-23	1 189.9	1 218.4	1 195,5	1 174,0	28.5
-------------------------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	------------	----------------	----------------	----------------	----------------	-------------



Effectif permanent :

- Un effet de vase communicant entre les effectifs de titulaires et de non titulaires sur postes permanents : la politique d'incitation à la présentation des concours porte ses fruits

- Une baisse du nombre total d'agents non titulaires sur postes permanents (-14) pour moitié due au départ d'assistantes maternelles.

- Les difficultés de recrutement dans les métiers du médico-social et des assistantes maternelles perdurent.

Effectif non permanent :

Légère baisse au 31 décembre (-11). L'effort de résorption de l'auxiliaire continue : le nombre de non titulaires horaire a baissé de 12 % . Le nombre d'agents ayant effectué un remplacement en 2008 reste important (> à 500).

Emplois d'insertion :

Le nombre d'apprentis continue de progresser et l'effort de la collectivité se stabilise autour d'un total de 64 emplois d'insertion.

INDICATEURS DE GESTION

SECTEUR GESTION ADMINISTRATIVE ET STATUTAIRE

Promotions	2008	2007	2006	2005
Avancements de grade	34	52	59	62
Promotions internes	5	9	8	2
Avancements d'échelon	401	296	229	234

Nombre de CAP	2	5	6	3
Nombre de courriers envoyés	2 663	2 768	2 538	2 021
Nombre d'arrêtés pris	3 449	4 154	2 543	1 989
Nombre d'arrêts maladie	2 683	2 660	2 218	2 261



L'activité de gestion administrative et statutaire reste très importante. Le nombre d'avancements d'échelons est notamment lié à des dispositifs de reclassement nationaux.

NON TITULAIRES REMPLACANTS

Secteurs	Agents non titulaires (1)		Agents remplaçants en activité			Intégration définitive des remplaçants au CCAS en 2008
	2008	2007	Au 31/12/2008			
				Horaires	Mensuels	
Petite Enfance (★)	130	156	62	3	59	11
P. Agées	224	284	81	31	50	16
DGA chargée des ressources	23	11	9	0	9	0
DRH	15	13	9		9	1
Affaires Techniques et programmes	6	7	3		3	1
Observatoire social	0	3	0-			
Développement social et solidarité	126	151	42	20	22	4
TOTAL	524	625	206	54	152	33

1675 réponses à candidatures
(+27%)

(★) ne sont pas comptabilisés les 26 remplaçants titulaires de la sectorisation Petite Enfance

”

Ces chiffres traduisent un flux important des personnels remplaçants et un taux élevé d'intégration définitive lié à une volonté de gestion prévisionnelle sur les métiers en tension (recrutement d'aides soignantes, d'auxiliaires de puériculture ou d'éducateurs de jeunes enfants en attente de réussite au concours.

(1) Nombre d'agents non titulaires ayant effectué un remplacement

Bilan des contrats de droit privé: 120 agents ont travaillé au CCAS avec ce type de contrat sur l'année 2008

Contrats aidés	Agents en contrat au 31/12/08	Agents n'étant plus en contrat au 31/12/08	Agents en situation d'emploi ou de formation à l'issue du contrat
25 CA (début du dispositif : 21/11/2005)	5	20	6
Parcours emploi Isere (PEI)	5	5	
61 CAE (début du dispositif : 01/06/2005)	35	26	17
TOTAL	45	51	17

19 apprentis : - 3 BTS Assistante Manager
- 5 Bac professionnel secrétariat
- 1 BTS économie sociale et familiale
- 1 titre Agent d'hôtellerie

- 3 mention complémentaire aide à la vie
- 6 CAP petite enfance

771 stagiaires ont été accueillis par les structures du CCAS (367 en Petite Enfance, 362 en Personnes Agées, 41 en DDSS, 1 en DGACR,).

Le CCAS poursuit l'effort en direction des contrats d'apprentissage avec l'ouverture possible sur des métiers sociaux (conseillères en économie sociale et familiale par exemple) et sur des métiers Polyvalents (CAP petite enfance ,mention complémentaire Aide à la vie)

SECTEUR EVOLUTION RESSOURCES COMPETENCES
POLE RECRUTEMENT MOBILITE

	2006	2007	2008	PA	PE	DDSS	DGACR	DATPRO	DIROBS	DRH
Total Recrutements :	112	105	76	33	23	14	1	1	0	4
Assistantes Maternelles	/	7	1		1					
- Détachements	6	12	4	3	1					
- Mutations	13	9	11	3	4	1				3
- Liste d'aptitude (après réussite à concours)	30	15	10	3	6					1
- Non titulaires en attente de concours	31	27	32	16	7	9				
- Non titulaires en attente nationalité et + de 50 ans	4	7	6	5	1					
- Agents bénéficiant d'une R.T.H	1	0	0							
- Contractuels		8	0							
- Résorption Auxiliariat (mise en stage par accès direct du non titulaire travaillant déjà au CCAS)	27	20	12	3	3	4	1	1		
Total Mobilités :	67	72	50	18	23	6	0	0	0	3
- Mobilités internes (choix de l'agent)	54	66	36	12	19	2				3
- Redéploiements (réorganisation/réajustement compétences et adéquation homme/poste)	12	6	9	4	1	4				
- Reclassement pour inaptitude physique	1	1	5	2	3					
Total Régularisation	/	23	22	15	5	1			1	
Total Réintégration (avec recherche de poste)	15	8	10	4	4	1				1
TOTAL recrutements, mobilités, réintégrations	194	209	158	70	55	22	1	1	1	8

Le nombre de recrutements diminue : 1 assistante maternelle recrutée contre 7 en 2007 / l'anticipation de réorganisation des Delphinelles a provoqué le gel des ouvertures des postes de catégorie C et C+, et des ré-équilibrages en interne sont intervenus entre équipements PE. Il faut noter que l'accompagnement et la régularisation des agents recrutés en attente de réussite à concours se poursuivent.

Créations « pures » de poste (hors redéploiement de postes)

- 3,5 postes sur la Halte Garderie Kléber (1 Educatrice de jeunes enfants – 1 Auxiliaire de puériculture – 1.5 Agent spécialisé petite enfance)
- 1,5 postes sur l'Espace Petite Enfance La Ribambelle (0.5 Educatrice de jeunes enfants – 1 Agent spécialisé petite enfance)
- 1 poste d' Agent Spécialisé Petite Enfance sur l'Espace Petite Enfance Vieux Temple
- 0,30 poste supplémentaire sur les 50 % existant sur le poste de Médecin de Crèche
- 0,50 poste de secrétaire au Centre de Soins Infirmiers et 0,25 poste d'ergothérapeute sur le Service de Soins Infirmiers à Domicile

SECTEUR EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES COMPETENCES / FORMATION

Sur l'année 2008, **1 364 départs en formation** ont été mis en œuvre, pour **861 agents**.

Soit une répartition par catégorie du nombre d'agent :

	2008	2007
Catégories A	158	149
Catégories B	304	190
Catégories C	294	360
Assistants maternelles	44	31
Contrats aidés	61	30
Total	861	760

Plan de formation :

Les efforts du plan formation 2007/2008 portent sur :

- Management et prévention/sécurité
- Remise à niveau, consolidation des savoirs : 11
- Accompagnement au tutorat apprenti et contrat aidé : 15

	Agents formés en 2008
Connaissance de l'enfant (DASPE)	22
Connaissance de la personne âgée (DASPA)	55
Violence sociale	12
Communication Orale	5
Prévention/Sécurité	321
Management	155
Projet d'établissement	39
Accompagnement à des diplômes professionnels	6

- Les actions de développement des compétences managériales se sont poursuivies sur l'année 2008 avec des formations à la gestion du temps, gestion du stress.
- L'axe prévention sécurité a été poursuivi sur l'année 2008 une nouvelle formation PRAP (prévention des risques liés à l'activité physique) dite "santé" pour les soignants a été mise en place.
- Les actions de connaissance des publics se poursuivent comme prévu sur le plan formation.
- L'axe secrétariat a été engagé en 2008, dans le cadre du contrat d'objectif territorialisé signé avec le CNFPT. L'objectif consiste à harmoniser les pratiques et à renforcer les compétences des secrétaires. Un premier travail de diagnostic sur les compétences acquises par les secrétaires a été réalisé par la **Chambre de Commerce et d'Industrie**.

Pour répondre aux demandes de formations, **2 budgets** ont été identifiés:

Plan de formation (formations professionnelles liées aux orientations stratégiques et aux besoins sur les postes et prévention sécurité) : **192 000 €**

Formations reclassement : **30 000 €**

Soit un total de : **222 000 €**

Montant de la cotisation CNFPT (tous budget confondus) : **229 478 €**

Frais de salaire des stagiaires

Préparation aux concours :

21 personnes ont préparé un concours de la fonction publique territoriale

Colloques :

217 départs en colloque sur des thématiques d'actualité (chiffre arrêté en septembre 2008) les colloques sont en augmentation constante (+ 57 départs en 2007)

Formation reclassement:

Conformément à la procédure de reclassement pour inaptitude physique, toutes les formations sont individualisées en fonction du projet de reconversion de l'agent. En 2008, une formation complète de reconversion au métier de secrétaire a été organisée pour 6 agents.

Les formations d'initiation à l'informatique et de perfectionnement, individuelles ou en groupe, ont été délivrées en intra-CCAS. Elles ont concerné 5 agents en reconversion professionnelle.

Les ateliers de la mobilité:

En 2008, 4 agents ont participé aux ateliers de la mobilité, dispositif qui leur a permis de bénéficier d'un bilan de compétences de 26 heures en partenariat avec le CDG et le CNFPT. S'y ajoute un agent qui a suivi un bilan de compétences dans un centre de bilans de compétences.

Le Droit individuel à la formation professionnelle et la réforme de la formation (loi du 19/02/2007, décret du 26 décembre 2007, décret du 29 mai 2008) ont engendré une refonte des pratiques en matière de formation et la mise en place de nouvelles procédures d'élaboration du plan de formation.

**SECTEUR EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES COMPETENCES
ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE**

COMMISSION REDEPLOIEMENT	Redéploiement (réorganisation de services et problèmes identifiés)	DOSSIERS SUIVIS EN 2008		Dont DOSSIERS ABOUTIS		
		TOTAL	Issus de	TOTAL	Issus de	Accueillis
		30	DASPA 8 DASPE 5 DDSS 16 ADM Gale 1	12	DASPA 3 DASPE 2 DDSS 7	DASPA 4 DASPE 1 DDSS 4 Autres solutions 3
23	DASPA 10 DASPE 9 DDSS 3 DRH 1	12	DASPA 4 DASPE 5 DDSS 2 DRH 1	DASPA 4 DDSS 1 DASPE 4 DRH 1 Autres solutions 2		
9	DASPA 5 DASPE 2 DDSS 1 DATPRO 1	1	DDSS 1	DASPA 1		
COMMISSION RECLASSEMENT POUR INAPTITUDE PHYSIQUE	22	DASPA 10 DASPE 12	7	DASPA 2 DASPE 2	DASPA 2 DASPE 1 DGA 1	
TOTAL DES AGENTS SUIVIS	84		32	DASPA 2 DASPE 5	DASPA 2 DASPE 3 Autres solutions 2	

NB : Les dossiers sont considérés "aboutis" lorsque le suivi cesse, l'agent étant placé sur une affectation définitive.

05

Questure

Marchés publics formalisés

**Assurances
Patrimoine
Conventions**

Accueil Standard Courrier

Reprographie

Entretien des locaux



**Secrétariat de Direction :
1 ETP**

**Service Assurances /
Conventions / Patrimoine :
0,80 ETP**

**Service Accueil Courrier :
5,8 ETP**

**Service Reprographie : 1
ETP**

**Service Entretien/Logistique
: 6 ETP**

Direction des Ressources

Administration Générale

**Service Information
Documentaire**

TENDANCES 2008

QUESTURE

- Elections municipales les 9 et 16 mars : renouvellement du Conseil d'Administration
- Elaboration du règlement intérieur du Conseil d'Administration
- Organisation du Conseil d'Administration : nouvelle procédure
- Travail sur les délégations de signature
- Décentralisation des Conseils d'Administration dans les équipements
- Acquisition d'un matériel d'enregistrement

ADMINISTRATION GENERALE

- Développement de la mission conseil et contrôle juridique des actes administratifs
- Nouvelle organisation de la répartition du contrôle des budgets (ASTRE)
- CCASSIOPEE : élaboration de la présentation des missions de l'Administration Générale et mise en ligne de documents supports – Participation au Comité Editorial
- Participation :
 - . au Comité de Pilotage pour la "Professionnalisation des Secrétariats"
 - . au Groupe Projet Finances "partager la culture financière"

MARCHES PUBLICS

- Préparation et suivi de 7 Commissions d'Appel d'Offres
- Réflexion sur l'organisation de la commande publique

ASSURANCES

- Renégociation en fin d'année du contrat d'assurance Flotte automobile au vu du taux de sinistralité
- Négociations avec la SMACL pour le contrat Risques Statutaires

CONTRATS / CONVENTIONS

- Elaboration d'un contrat type pour les contrats de prestations de service en collaboration avec la Commande publique et le Service Information Documentaire
- Développement de la mission de conseil auprès des services

PATRIMOINE

- Mise à jour de la base de données des équipements du CCAS
- Dossiers d'acquisition de bâtiments à destination des secteurs d'action sociale
- Elaboration de baux

TELESURVEILLANCE

- Suite au renforcement de la sécurité des bâtiments du siège et du 123 galerie de l'Arlequin : aucun vol de matériel constaté.
- Mise en place d'un contrat de télésurveillance pour l'Espace Petite Enfance La Ribambelle

ACCUEIL / STANDARD / COURRIER

- Démarche qualité Accueil téléphonique :
 - . proposition d'organisation des accueils téléphoniques des Directions des Finances et des Ressources Humaines
 - . création du Service Accueil / Courrier / Standard et lancement du recrutement du chef de service
 - . élaboration de l'Avant Projet Définitif des travaux d'aménagement des locaux de l'accueil
 - . réalisation d'un audit sur l'activité courrier réalisé par La Poste

REPROGRAPHIE

- Marchés photocopieurs : étude technique des 2 photocopieurs proposés pour le Centre de Reprographie et mise en place des nouveaux photocopieurs de service dont certains en multifonctions (imprimante, fax, scanner) et formation des agents
- Tests des échantillons de papiers proposés par le candidat du nouveau marché
- Déménagement provisoire du local Reprographie en vue de la réalisation des travaux de l'accueil/courrier/standard/reprographie
- Analyse des coûts : utilisation d'un papier A4 meilleur marché pour les services du siège et du 123 galerie de l'Arlequin

ENTRETIEN LOGISTIQUE

- Elaboration d'un plan d'actions suite à l'évaluation des risques professionnels
- Réflexion sur l'entretien des locaux Bobillot
- Bilan avec chaque Direction d'Action Sociale de la mission conseil en matière d'hygiène des locaux
- Définition des besoins en temps de travail d'entretien des locaux

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Thèmes évoqués : 26 points de débat ou d'information ont été traités au cours de ces séances.

JANVIER	<ul style="list-style-type: none"> • Coordination sociale par secteur • Action Sociale Personnes Agées : Bilan et Perspectives 	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions aux associations • La question des Etablissements d'Hébergement
FEVRIER	<ul style="list-style-type: none"> • Note d'orientation sur la problématique de l'aide à domicile • Principes directeurs d'une convention-cadre entre la Ville, le CCAS et les associations ou entreprises prestataires d'aide à domicile 	<ul style="list-style-type: none"> • Budgets actions des centres sociaux
MAI	<ul style="list-style-type: none"> • Orientations du CCAS – Bilan 2007 – Priorités de travail 2008 • Compte Administratif 2007 	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions aux associations
JUIN	<ul style="list-style-type: none"> • Bilan d'activités 2007 • Mise en œuvre du Plan Canicule Personnes Agées – Été 2008 • Soutien à la vie socioculturelle des personnes âgées fragilisées : vers une politique tarifaire incitative ? • Secteur Accueil Hébergement Insertion – Bilan de la période hivernale 2007/2008 – Organisation de la prévention estivale 	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions aux associations • Principe de la reprise d'un équipement petite enfance – Perspective de négociation d'une convention avec la CAF pour reprise de la halte-garderie Kléber
SEPTEMBRE	<ul style="list-style-type: none"> • Bilan Social 	<ul style="list-style-type: none"> • Démarche projet
OCTOBRE	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de la Maison Bois d'Artas • Subventions aux associations 	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en gestion de la halte-garderie Kléber et projet Caserne de Bonne
NOVEMBRE	<ul style="list-style-type: none"> • Débat d'orientations budgétaires 2009 	<ul style="list-style-type: none"> • Subvention à l'ADPA
DECEMBRE	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des Besoins Sociaux • Bilan du Pôle Accueil Petite Enfance 	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions aux associations année 2008 • Point sur les Delphinelles

Nombre de délibérations examinées en Conseil d'Administration de 2006 à 2008

	total délibérations
année 2006	245
année 2007	268
Année 2008	228



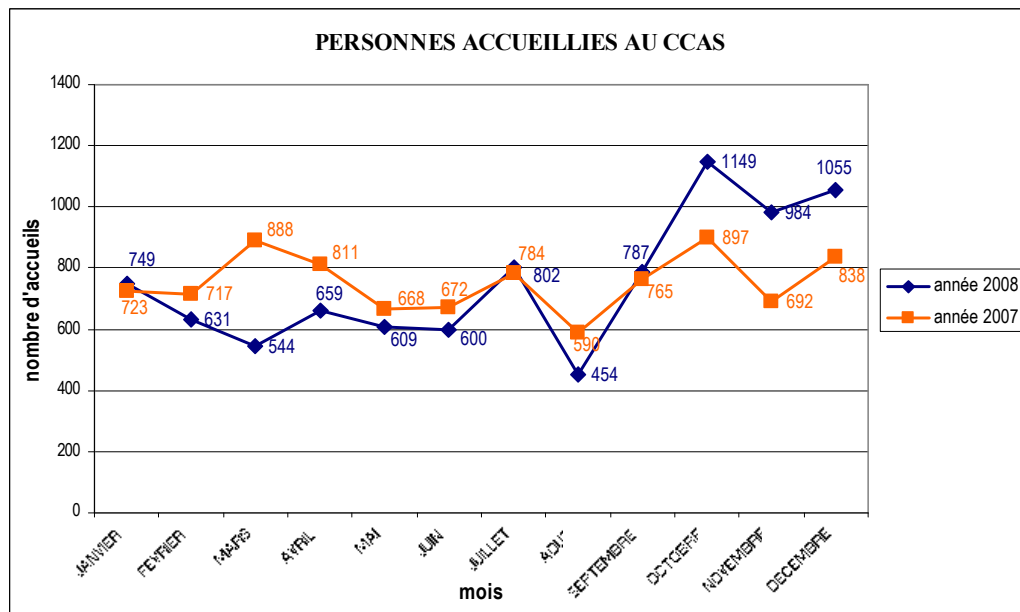
Organisation de 9 séances du Conseil d'Administration.

Installation du nouveau Conseil d'Administration le 5 mai 2008.

Suivi de :

- 20 conventions / avenants de mise à disposition de locaux
- 86 conventions / avenants de financement et/ou de partenariat
- 18 contrats de prestations / animation

L'ADMINISTRATION GENERALE



COURRIER

	<u>2007</u>	<u>2008</u>
« Arrivée »	46 741	47 339
« Départ »	97 853	100 568

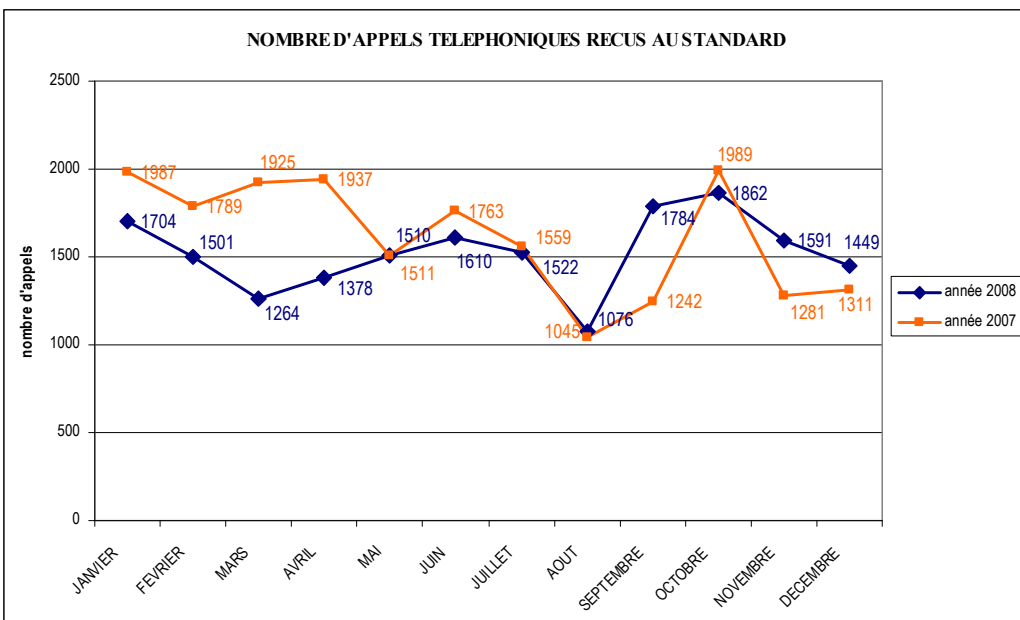
Coût d'affranchissement :

<u>2007</u>	71 747,43 € TTC
<u>2008</u>	75 764,43 € TTC

ACCUEIL

Personnes accueillies :

<u>2007</u>	<u>2008</u>
9 045	9 023



STANDARD

Appels téléphoniques :

<u>2007</u>	<u>2008</u>
19 339	18 251

”

Augmentation de la communication avec les usagers.

Hausse du nombre d'envois en recommandé.

Stabilité du nombre de personnes accueillies au siège du CCAS.

Diminution des appels passant par le standard due à une augmentation de la communication par courriels avec l'Accueil..



ASSURANCES

SINISTRES

	2007	2008
Dommages aux biens dont :	30	17
<i>sur le secteur Personnes Agées</i>	<i>10</i>	<i>8</i>
<i>sur le secteur Petite Enfance</i>	<i>7</i>	<i>2</i>
<i>sur le secteur Développement Social et Solidarité</i>	<i>4</i>	<i>6</i>
<i>sur le secteur Administration</i>	<i>9</i>	<i>1</i>
Sans suite (non présentés à l'assurance)	31	25
Flotte automobile	14	20
Responsabilité Civile	45	10
TOTAL SINISTRES	120	89

PATRIMOINE

TELESURVEILLANCE

Nouveaux bâtiments sous alarme suite :

- à l'ouverture de l'équipement petite enfance la Ribambelle,
- à la réhabilitation de la crèche collective Malherbe

CONTRATS / CONVENTIONS

89 dossiers soumis pour conseil et contrôle par les Directions.

CONTENTIEUX

	2007	2008
<i>Ressources Humaines</i>	<i>2</i>	
<i>Petite Enfance</i>	<i>0</i>	
<i>Personnes Agées</i>	<i>0</i>	<i>1</i>
<i>Développement Social et Solidarité</i>	<i>7</i>	<i>2</i>
TOTAL	9	

LE SERVICE LOGISTIQUE-ENTRETIEN

	2007	2008
Mission Conseil en matière d'hygiène des locaux	24	48
Visites dans les équipements à la demande des responsables	52	50
Organisation et animation de la formation "protocoles de nettoyage" (session de 2 jours)	3 sessions / 40 agents	4 sessions / 51 agents
Organisation de la pré-formation pour le maniement des machines d'entretien	14 agents formés/28 heures de formation	12 agents formés/24 heures de formation
Véhicules nettoyés	140	110
Demande de mobilier à redistribuer dans les équipements	48	52
Prestations externalisées de remise en état des sols	9	6
Analyse des besoins en temps de travail d'entretien des locaux	10	12

”

Augmentation du besoin de formation des agents d'entretien.

Rationalisation du nettoyage des véhicules.

Hausse de la réutilisation de mobilier par les équipements.



SERVICE INFORMATION DOCUMENTAIRE

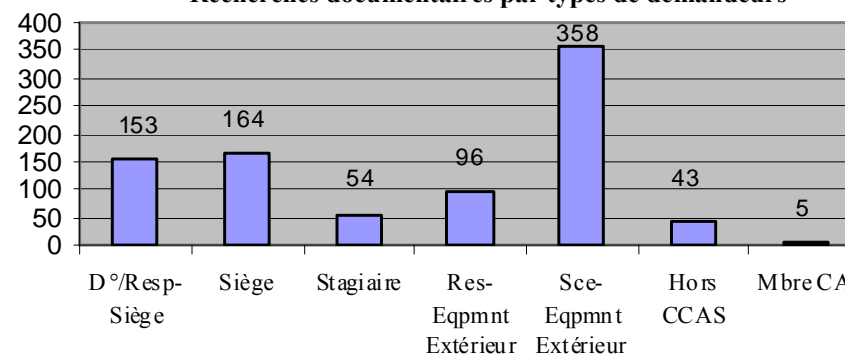
Le Service Information Documentaire, composé de 4 personnes, est rattaché depuis juillet 2007 à la Direction Générale Adjointe. Le SID participe au Groupe de travail Base de données des Accueils, ainsi qu'à des rencontres d'échanges professionnels (documentalistes et archivistes). Il est membre du Comité Technique Editorial du site Intranet du CCAS.

RECHERCHES DOCUMENTAIRES :

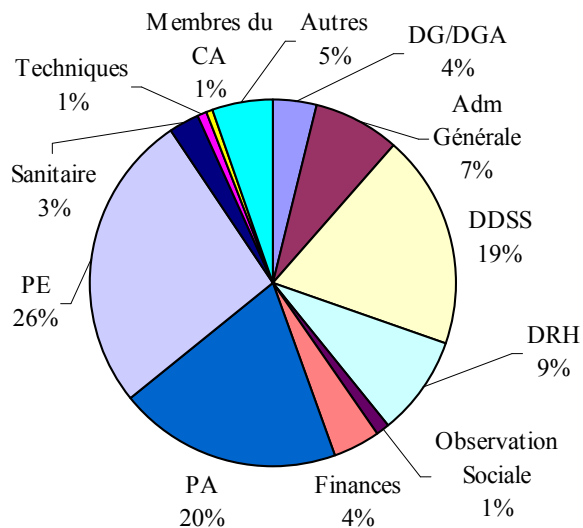
Evolution des demandes

	Total des demandes	dont demandes Juridiques	dont demandes concours et examens	dont Autres demandes
2006	756	224	184	348
2007	778	209	227	342
2008	873	250	172	451

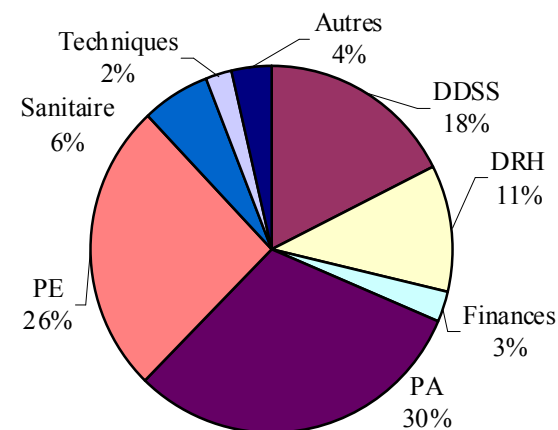
Recherches documentaires par types de demandeurs



Recherches documentaires en 2008 par secteur : Ensemble des demandes



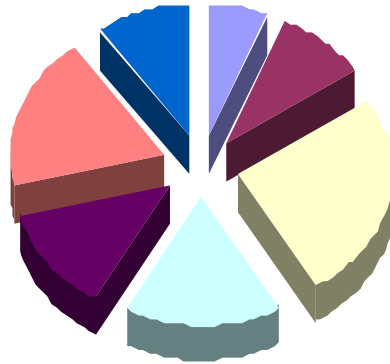
Recherches documentaires en 2008 par secteur : Demandes pour préparation concours, examens, VAE



Compte administratif 2008

Dépenses d'équipements :
3 876 403 €

Dépenses réelles de fonctionnement :
57 083 809 €
dont 43 227 585 € de personnel
(hors refacturation inter budget)



06

Direction des Ressources



Le service des Finances est composé de 24 agents, soit 23,5 Equivalents Temps Plein dont la mission est de veiller au respect des règles de la comptabilité publique et d'apporter un soutien logistique et d'expertise pour la mise en œuvre des actions sociales décidées par le conseil d'administration.

Repères sur les Finances,
le système d'information
et de télécommunications

TENDANCES 2008

L'année 2008 a été marquée par le projet de direction suite au diagnostic sur la direction des finances et de la commande publique rendu en juillet 2007 et qui avait mis en avant les points forts et les points de fragilité de la direction. La démarche projet a associé des agents du service des finances mais aussi des autres directions afin de rapprocher les logiques financières et celles de l'action sociale.

◆ FINANCES

- Réalisation d'une démarche d'analyse rétrospective et de prospective financière
- Mettre en œuvre due projet de direction des finances et de la commande autour de 2 objectifs :

Objectif 1 : Simplifier et rationaliser les processus

Objectif 2 : *Créer les conditions du rapprochement des logiques de responsabilité d'action sociale et de responsabilité financière*

- Sur les 13 chantiers prévus, 8 ont aboutis et sont en cours de concrétisation :

- **Le partage du savoir:** définir des lieux de rencontre et des modalités de dialogue adaptées avec les autres directions: mise en place de réunions avec les DAS et chefs de services sur la préparation budgétaire et l'analyse des comptes administratifs, écriture d'une note sur les principales échéances budgétaire avec les financeurs en fonction des secteurs d'action sociale.

- **Diffuser et faire partager la culture financière:** écriture d'un guide finance à usage externe

- **Repérer des outils partagés nécessaires à la mise en place d'une fonction de contrôle de gestion:** création de 15 fiches indicateurs sur les directions ressources et les DAS, à intégrer par la DSIT dans le cadre de la création d'un portail décisionnel propre au CCAS.

- **Améliorer les délais de paiement:** nouvelle note de procédure et d'organisation auprès des agents et des chefs de service, étude et lancement de la scanérisation des factures.

- **Revoir la définition et l'organisation de la fonction secrétariat :** nouvelle organisation dans les relations chargés de gestion-acheteur-secrétariat, formation des agents.

- **Clarifier le partage des fonctions entre acheteur et chargé de gestion:** ré- écriture des fiches de postes des acheteurs, rappel du socle commun des missions attendues par la direction auprès des chargés de gestion.

- **Définir une politique d'achat** : mise en place d'une procédure de consultation des chefs de service et d'une démarche qualité.
- **Développer et améliorer les pratiques managériales** au sein de la direction: accompagnement par un consultant de l'équipe de direction et sensibilisation des agents de la direction.
 - Acquisition et formation au module permettant la mise en place de la dématérialisation des factures
 - Démarrage de la mise en œuvre du prélèvement automatique pour le secteur personnes âgées par l'adaptation du logiciel de facturation MAELIS
 - ✓ Mise en place de lieux d'arbitrage : La commission tripartite investissement permet en cours d'exercice l'ajustement de crédits en investissement et les conférences budgétaires permettent d'associer les responsables d'équipements à l'élaboration du budget.

◆ INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

- ✓ Poursuite de la modernisation du système d'information en partenariat avec la DSIT:
 - réflexion commune sur les besoins et les méthodes de travail (2^{ème} séminaire consacré au SI en juin 2008)
 - modernisation des moyens de paiement pour les prestations personnes âgées (TIP, Prélèvement)
 - étude et développement d'indicateurs réguliers de management
 - migration des outils bureautiques (Pack office, Messagerie)
 - mise en œuvre 2 modules complémentaires du logiciel Astre GF (cadrage budgétaire & documents annexes)
 - préparation pour l'adaptation d'Axel Petite Enfance aux demandes de la CAF visant à favoriser plus de souplesse dans l'offre de garde des enfants

STATISTIQUES SUR L'ACTIVITE DE LA DIRECTION DES FINANCES

	2007	2008	Évolution 2007/2008
Mandats émis	21 141	19 987	-5,5%
Engagements de dépenses réalisés	11 051	11 085	0,3%
Déplacements budgétaires	571	602	5,4%
Titres de recettes émis	11 050	11 081	0,3%
Factures fournisseurs enregistrées	16 016	14 153	-11,6%
Délai moyen de mandatement en jours	33,00	29,30	-3,7
Nombre de commandes d'achats de mobilier et d'agencements	860	767	-10,8%

//

Dans le cadre du projet finance, la mise en œuvre des préconisations du groupe de travail sur le thème " Améliorer les délais de paiement" permet de constater un début de résultat mais encore insuffisant et non conforme aux obligations réglementaires.

Pour mémoire les délais de mandatement pour la collectivité sont :
 au 01/01/2009 de 27 jours au 01/01/2010 de 23 jours et au 01/07/2010 de 20 jours

Factures adressées aux usagers	2 006	2 007	2 008	Évolution 2007/2008
Petite enfance	16 753	21 231	21 066	-0,8%
Personnes âgées	11 613	12 235	12 632	3,2%

SYSTEME D'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS

Inventaire du parc informatique	Achats 2007	Nbre au 31/12/2007	Achats 2008	Nbre au 31/12/2008
Micro-ordinateurs	44	337	111	356
Imprimantes	26	249	23	253
Portables	8	21	5	26
Scanners	0	13	0	13
Palms	7	17	3	18

Formations informatiques (nombre d'agents)	2007	2008
Départs en formation	276	138
Bureautique (windows, excel, word)	97	41
Applicatifs (AXEL, CIVITAS, ASTRE GF, ASL Logiform ,...) et Business Object	127	92
Outils de communication (Eudora , Calendar)	52	0

Informatique :

- Remplacement du logiciel Ménestrel (Soins infirmiers à domicile) par Microsoins de la Sté Dicsit et intégration des données dans le SIPA.
- Mise en œuvre d'un module de gestion automatique des courriers pour le Pôle accueil Petite Enfance.
- Migration vers Citrix de l'application NEWTIME (Gestion des pointages des agents du siège).

Réseau et Télécommunications :

- Remplacement de liaisons réseau de type SDSL par des liaisons ADSL (moins coûteuses) dans des petits équipements ayant 1 ou 2 PC.

Direction des Affaires Techniques et Programmes

**1 Service Technique, soit 11 ETP
dont :**

- 1 technicien supérieur
- 9 agents de maîtrise et agents techniques qualifiés
- 1 secrétariat

1 secrétariat de direction : 1 ETP



Intervention technique sur
les bâtiments et matériels
du CCAS

Suivi et gestion des
contrats maintenances

Suivi des marchés publics

TENDANCES

2008

La direction a poursuivi son action dans les domaines suivants :

- Mise en place d'instruments de suivi des interventions du Service Technique et repositionnement par rapport aux services de la Ville
- Programmation et maîtrise d'ouvrage des équipements neufs soit directement soit en interface avec des bailleurs sociaux
- Sécurité des bâtiments

➤ Nouveaux équipements livrés en 2008 :

- Espace Petite Enfance Malherbe
- Espace Petite Enfance Mistral
- Centre Social Capuche
- EHPAD Lucie Pellat

➤ Opérations en cours en 2008 :

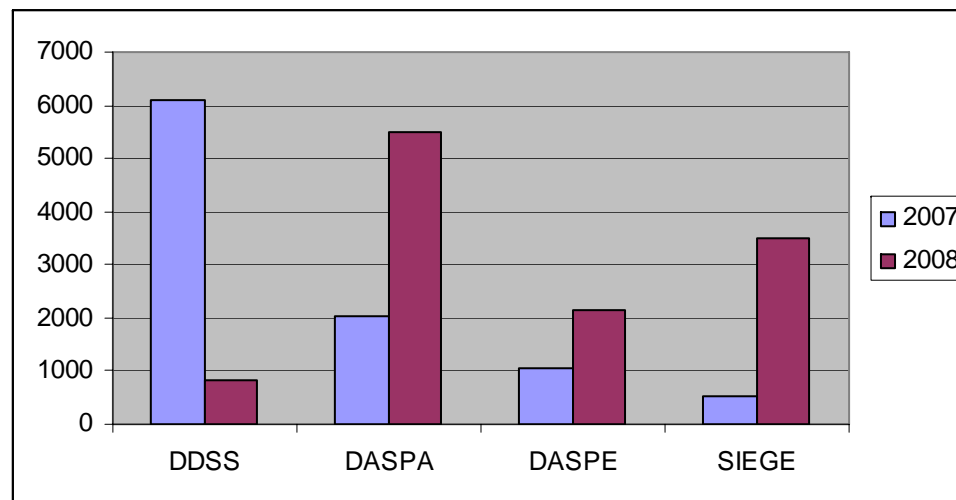
- La Boussole
- Centre Social MIstral
- Espace Petite Enfance Jardin de Ville

➤ Etudes en 2008 :

- Reconstruction du Centre d'Accueil Municipal
- Réhabilitation du Logement Foyer Personnes Agées SAINT LAURENT
- Equipement intergénérationnel « Caserne de Bonne » (EHPAD + espace « conviviage » + logements adaptés + logements familiaux)
- T2A

LE SERVICE TECHNIQUE

2008 : Bilan de service



Principales interventions réalisées

- Maintenance technique des 11 LFPA et EHPAD :
 - réfection de logements
 - douches collectives LFPA Les Alpains (deuxième tranche)
 - dépannage quotidien
 - déménagement
- Maintenance des mobiliers de tous les équipements (électroménagers, meubles, jeux)
- Suivi et entretien du parc automobile CCAS (40 véhicules)
- Prise en charge complète des interventions sur les bâtiments du secteur 2 de la ville, y compris les bâtiments propriété ville
- Mise en service des nouveaux équipements
- Actualisation du suivi des obligations légales : vérifications périodiques (extincteurs, chaufferies, électricité) et divers contrats de maintenance (ascenseurs, portes automatiques, système sécurité incendie...).

Représentation du Conseil d'Administration dans des instances internes, externes et associatives

Instances internes :

Instances	REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION	
	Titulaires	Suppléants
Commission d'Appel d'Offres	Marie-France CHAMEKH Roger CAMPION	Marc BOUCHET Arlette BARRACHIM
Commission Permanente du CCAS . administrateurs nommés + administrateurs élus	Arlette BARRACHIM Michelle RICHARD Stéphane GEMMANI Florence HANFF	Marie-Christine DABROWSKI Marie-France GORIUS Céline DESLATTES Gilles KUNTZ

Au 31 décembre 2008

REPRESENTATION ADMINISTRATIVE	COMITE TECHNIQUE PARITAIRE	COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE		COMITE D'HYGIENE ET SECURITE	
	Titulaires M. NOBLECOURT Olivier Mme DESLATTES Céline Mme CHAMEKH Marie-France M. BOUCHET Marc M. VERRET Alain Mme LEROY Eléna	Catégorie A	Titulaires M. NOBLECOURT Olivier Mme DESLATTES Céline Mme HANFF Céline Mme VUAILLAT Monique	Suppléant : M. VOIR Patrice	Titulaires M. NOBLECOURT Olivier Mme DESLATTES Céline Mme CHAMEKH Marie-France M. GALLOTTI Denis M. MERCANTON François
	Suppléants Mme VUAILLAT Monique M. VOIR Patrice Mme GORIUS Marie-France M. BARON Alexis M. MERCANTON François M. MEYER Pierre	Catégorie B	Titulaires : M. NOBLECOURT Olivier Mme DESLATTES Céline Mme HANFF Céline M. GEMMANI Stéphane Mme VUAILLAT Monique	Suppléant : M. VOIR Patrice	Suppléants Mme VUAILLAT Monique M. VOIR Patrice Mme GORIUS Marie-France M. MEYER Pierre M. BARON Alexis
		Catégorie C	Titulaires : M. NOBLECOURT Mme DESLATTES Céline Mme HANFF Céline Olivier M. GEMMANI Stéphane Mme VUAILLAT Monique M. VOIR Patrice		

REPRESENTATION
DU PERSONNEL

Délégués Titulaires	BOUTI Rachida	SSIAD Chartreuse	CGT	I – Catégorie A	VERRET Alain	Gr6		Délégués Titulaires	MOLERO Amélia	SSIAD Chartreuse	CGT					
	DE MARCHI Michel	CC Villeneuve	CGT		PASSOT Emmanuelle	Gr 5	SID		CGT	UCHET Nathalie	EPE V. Temple.	CGT				
	SAIAH Nadia	SSIAD Belledonne	CGT		FAGES Claude	Gr 5	DAS PA		CFDT	ZANARDI Bernard	RAD	CGT				
	GUINAND Sylvie	CS Vieux Temple	CGT		MAHEU Françoise	Gr 5	DASPA		CFDT							
	FONTOYNONT Isabelle	C. Social Baladins	CFDT		Délégués Suppléants	JULIEN Alain	Gr 6		DATPRO		FAGES Claude	DASPA	CFDT			
	CHOSSON Marie-Josèphe	CC Genêts	CFDT			GODARD Brigitte	Gr 5		CC A. France	CGT	DESRUMEAUX M.C.	EPE Ribambelle	CFDT			
						LAUEFFER Agnès	Gr 5		LFFPA N. Dame	CFDT						
	Délégués Suppléants	BRESSAND Fabienne	C. Social Capuche		CGT	II - Catégorie B	MACIA Véronique		Gr 5	EPE V. Temple	CFDT	Délégués Suppléants	BENGOUA Fatima	EHPAD St Bruno	CGT	
		PASSOT Emmanuelle	Sce Info. Document.		CGT		Délégués Titulaires		DE MARCHI Michel	Gr 4	EPE Ribambelle		CGT	EYSSAN Muriel	CSI	CGT
		RUDEL Monique	Remplacement PE		CGT				EYSSAN Muriel	Gr 4	CSI		CGT	RUDEL Monique	Remplact PE	CGT
MODUGNO Sandra	Gestionnaire RH	CGT	Délégués Suppléants	DUBOULOZ Nicole	Gr 4	EPE Marie Curie	CFDT	COLLIOUD Françoise	EPE Chrysalide	CFDT						
GRANGER Evelyne	EPE Ilot Marmots	CFDT		III - Catégorie C	PATRAS-MERIAUX C.	Gr 4	Chapi Chapo	CGT	AZEMA Christine	EPE Marie Curie	CFDT					
COLLIOUD Françoise	EPE Chrysalide	CFDT	PICHON Isabelle						Gr 4	DRH	CGT					
			METRAL Solange						Gr 4	SATIS	CFDT					
			MOREL Laurence	Gr 4	EPE Armand	CFDT										
				Délégués Titulaires	MAZARI Nadia	Gr 1	LFFPA Montesquieu	CGT								
					UCHET Nathalie	Gr 1	EPE Vieux Temple	CGT								
					GIVAUDAN Nadine	Gr 1	Sce Remplacement	CFDT								
				Délégués suppléants	FILTZ Nelly	Gr 1	EPE E. Chatin	CGT								
					IHADDADENE Rachid	Gr 1	Delphinelles	CGT								
					RAQUIN Yves	Gr 1	Veille Sociale	CFDT								
				Délégués titulaires	ALCARAZ Henri	Gr 2	RAD	CGT								
					BOUTI Rachida	Gr 2	SSIAD Chartreuse	CGT								
					SAIAH Nadia	Gr 2	SSIAD Belledonne	CGT								
				Délégués suppléants	BENGOUA Fatima	Gr 2	EHPAD St Bruno	CGT								
					FARAH Nadra	Gr 2	CS Vieux Temple	CGT								
					MOLERO Amélia	Gr2	SSIAD Chartreuse	CGT								

Instances externes et associatives :

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE			
Instances	NB	Titulaires	Suppléants
GIE AGIR - Assemblée Générale	1	Directeur Général	Alexis BARON
UDCCAS	1	Olivier NOBLECOURT	Patrice VOIR
Conseil d'Administration et Assemblée Générale du Comité Social du Personnel de la Ville de Grenoble	1	Céline DESLATTES	Marie-France CHAMEKH
SECTEUR PETITE ENFANCE			
Instances	NB	Titulaires	Suppléants
Conseil d'Administration de l'Association d'Entraide Familiale (A.E.F.)	1	Céline DESLATTES	Marie-France GORIUS
Conseil d'Administration de l'Association La Marelle	1	Monique VUAILLAT	Stéphane GEMMANI
Conseil d'Administration de l'Association Les Ménestrels	1	Marie-Christine DABROWSKI	Arlette BARRACHIM
Conseil d'Administration de l'Association Pirouette	1	Michelle RICHARD	Arlette BARRACHIM
Conseil d'Administration de l'Association La Passerelle	1	Arlette BARRACHIM	Stéphane GEMMANI
Conseil d'Administration de l'Association Dépann-Famille	1	Céline DESLATTES	Arlette BARRACHIM
Commission d'admission Petite Enfance	3	Céline DESLATTES Arlette BARRACHIM Michelle RICHARD	

SECTEUR DEVELOPPEMENT SOCIAL ET SOLIDARITE

Instances	NB	Titulaires	Suppléants
Conseil d'Administration de l'Association du Centre Socio-Culturel Chorier Berriat	1	Marie-France CHAMEKH	Marie-France GORIUS
Conseil d'Administration de l'Association de la Maison des Habitants des Baladins	1	Marie-France CHAMEKH	Olivier NOBLECOURT
Conseil d'Administration de l'Association « Issue de Secours »	1	Marc BOUCHET	Marie-Christine DABROWSKI
Conseil d'administration de l'Association Point d'Eau	1	Stéphane GEMMANI	Marie-Christine DABROWSKI
Fédération des Centres Sociaux	1	Olivier NOBLECOURT	Stéphane GEMMANI
Conseil d'Administration de l'Association des Usagers des Equipements Socio-Culturels Bajatière	1	Céline DESLATTES	Marie-France GORIUS
Conseil de vie sociale du CHRS Henri Tarze	1	Anna LAVEDRINE	Stéphane GEMMANI
Conseil de vie sociale de la Boussole	1	Anna LAVEDRINE	Marc BOUCHET

SECTEUR PERSONNES AGEES

Instances	NB	Titulaires	Suppléants
Conseil d'Administration de l'ADPA	1	Directeur Général	Michelle RICHARD
Conseil d'Administration du Comité de Liaison des Associations de Retraités Grenoblois (CLARG)	1	Gilles KUNTZ	Marie-France CHAMEKH
Conseil d'Administration du Groupe de Recherche et d'Actions sur la vieillesse des Etrangers (GRAVE)	1	Florence HANFF	Gilles KUNTZ
Conseil d'Administration du Centre de Prévention des Alpes	1	Florence HANFF	Patrice VOIR
Conseil d'Administration de l'AGECSA (Association de Gestion des Centres de Santé)	1	Directeur Général	Florence HANFF
Conseil d'Administration de l'association Domicile Inter-Génération Isérois (DIGI)	1	Roger CAMPION	Marc BOUCHET
Conseil d'Administration de Sud Isère Téléalarme	1	Olivier NOBLECOURT	Florence HANFF

Commission d'Admission dans les établissements d'hébergement de personnes âgées (EHPA) du CCAS	1	Florence HANFF	Roger CAMPION
Conseil de vie sociale des EHPA et EHPAD du CCAS : <ul style="list-style-type: none"> - Les Alpines - Le Lac - Les Gentianes - Notre Dame - Montesquieu - St Laurent - Lucie Pellat - St Bruno - Narvik - Les Delphinelles 	1	Florence HANFF Marie-France GORIUS Marie-France CHAMEKH Anna LAVEDRINE Stéphane GEMMANI Florence HANFF Gilles KUNTZ Michelle RICHARD Roger CAMPION Florence HANFF	Marie-Christine DABROWSKI Marie-France CHAMEKH Marie-France GORIUS Monique VUAILLAT Monique VUAILLAT Roger CAMPION Anna LAVEDRINE Céline DESLATTES Patrice VOIR Marc BOUCHET